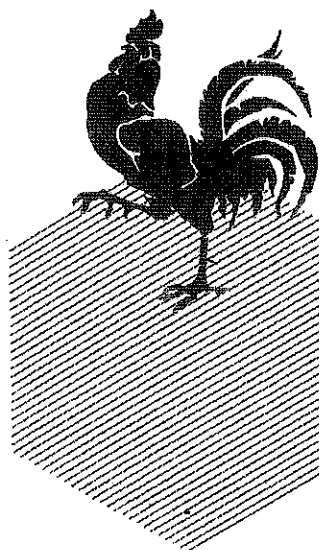




Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique
et pluraliste

BELGIQUE - BELGIË
P.P.
4020 LIÈGE 2
BC 1896

N° d'agrément P201066
Bureau de dépôt: 4020 Liège 2
Bimestriel, nov. / déc. 2006
N° 69 - 3,00 €

ASBL - © N° dépôt : 0088398 - Exp. : 49 B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège

PÉRIODIQUE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION, FONDÉ EN 1994

Sommaire

Après le 8 octobre, le combat continue
p.2

Dernières nouvelles du futur

/ J. Rogissart, pp. 3-4

La Belgique éclate, que peut et doit
faire la France / A. Salon, D. Griesmar,
+ réponse d'O. Malingain, pp. 5-7

Une âme encore partagée ? / J. L.

+ Réponse des jeunes Wallons
au volet "langues" du plan Marshall
/ Oculus, p. 8

Le Soir vous dit NON, pp. 9-10

Billet sur la Francophonie

/ P. Bertrand, p.11

Petite chronique de la langue française

/ P. Mélot, pp. 12-13

Jeux, p. 14

Nous avons lu / B. Coune, p. 15

On nous écrit, p. 16

Échos de France

/ C. Opassich, pp. 17-18

Échos de Flandre / J. Goffin, pp. 18-20

Épinglé dans la presse

/ J. Liénard, M. De Middelée, P. Mélot
pp. 20-23

Encart

La Nouvelle Wallonie Libre

Édito + Conjoncture politique

Coin du Géopoliticien, Petits potins

/ J. Rogissart pp. 1-4

Les articles n'engagent que leurs auteurs



Dessin anonyme daté du début du
XXI^e siècle (collection particulière).

Après le 8 octobre, le combat continue

Pour un président de parti traditionnel, il est de bon ton, une fois les résultats des élections connus, d'affirmer avec une certaine habileté que sa formation a enregistré une belle progression et a donc renforcé sa représentativité. Nous n'avons pas noté de dérogation à cette amusante coutume lors des dernières élections provinciales et communales. Mais, pour ce qui nous concerne, il nous suffira de comparer ce qui est strictement comparable, c'est-à-dire les résultats des élections provinciales de 2000 et de 2006.

S'il est vrai qu'une certaine sensibilité wallonne s'est exprimée autrement et localement, néanmoins, pour le seul parti qui porte notre idéal, le R.W.F., largement présent pour la seconde fois aux élections provinciales, on notera un progrès de 7,8% des voix obtenues il y a six ans.

Ce qui apparaît donc, c'est qu'un peu partout, les partisans du retour de la Wallonie à la République française poursuivent leur avancée, sans fracas et sans forfanterie, mais avec l'assurance tranquille de l'observateur qui a l'œil braqué sur l'avenir. Avenir quasi immédiat, faut-il le rappeler, puisque les revendications autonomistes, voire indépendantistes de la société flamande dans son ensemble, aiguillonnée par la montée du *Vlaams Belang*, se font de plus en plus pressantes dans l'optique des élections législatives de 2007.

Au-delà du résultat, il est intéressant de noter — le fait est significatif ! — une très nette différence de climat dans l'accueil réservé par les médias aux thèses et aux candidats du R.W.F. Cette fois, ce parti a été invité à des débats radiophoniques et télévisés (sauf à la RTBF, ce qui n'étonnera personne) au cours desquels des candidats de qualité se sont exprimés à armes égales aux côtés des représentants des partis dits traditionnels. La presse écrite lui a davantage ouvert ses colonnes, ayant bien perçu le désir d'un plus grand nombre de lecteurs/électeurs d'être in-

formés sur les objectifs et propositions du parti réunioniste.

Il est tout aussi indéniable que les militants du R.W.F. ont ressenti lors de cette campagne, un courant de sympathie ou une écoute plus attentive de leurs arguments alors que, jusqu'il y a peu, les oreilles se bouchaient obstinément lorsqu'ils évoquaient le rapprochement avec la France.

Ce changement signifie que nos thèses percolent de mieux en mieux dans une opinion wallonne inquiète.

Que les impatients parmi nous se rassurent et qu'ils mettent une sourdine à toute analyse défaitiste ou exagérément critique envers les Wallons que, d'ailleurs, nous sommes tous !

Sans doute, le Conseil provincial n'est-il pas l'instance dont le poids sera le plus déterminant dans le grand bouleversement institutionnel qui s'annonce. Mais il aura son mot à dire. Les électeurs les plus clairvoyants n'ont certainement pas perdu de vue que nos provinces sont les héritières directes des départements instaurés en 1795 par la Première République française. Ces instances restent très vivantes parce qu'elles correspondent à un "bassin" d'habitat. Elles sont profondément enracinées dans le tissu social, culturel et politique local. Dotés de compétences nombreuses et diverses, les départements jouent et joueront encore un grand rôle, à mi-chemin entre les Régions (actuellement au nombre de 22) et les quelque 36.000 communes. Laissons aux provinces wallonnes et à leurs mandataires le temps de se faire à ce nouvel état de choses et ne doutons pas qu'elles y trouveront, le moment venu, un intérêt et un renouveau.

Une seule conclusion s'impose : le grand combat est encore à venir.

Il est même imminent !

La rédaction

Dernières nouvelles du futur

Jacques Rogissart

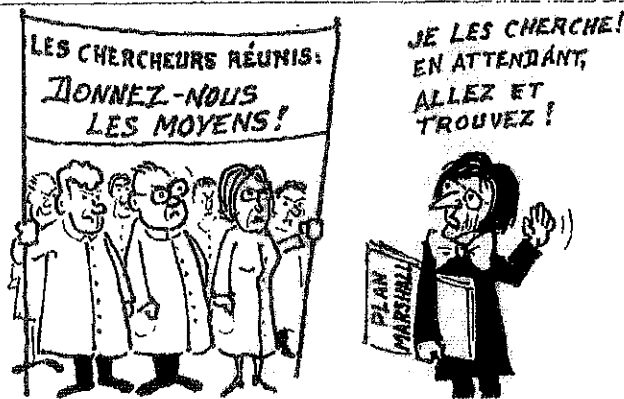
Ce sont de réjouissantes nouvelles que nous apportent les plus récentes statistiques de l'Union européenne. La croissance économique française est la plus forte de la zone et le chômage qui était presque deux fois moins élevé que le nôtre dans l'Hexagone y baisse rapidement. Les concepteurs et serviteurs de la Pensée unique serinaient pourtant aux Français que leur recul devant les "réformes", entendez de nouveaux amoindrissements de la Sécurité sociale et des services publics, agrémentés d'une "flexibilité" supplémentaire du marché du travail, les vouaient à une décadence inéluctable. Oh, le démenti persistant des faits depuis l'Acte unique européen et le traité de Maastricht ne les a jamais fait taire et ils puiseront encore à pleines mains dans leurs sacs de mensonges et de promesses ! La Commission de la soi-disant Union vient hypocritement de faire paraître un rapport de trois de ses hauts fonctionnaires en leur en attribuant la responsabilité personnelle. C'est un nouvel hymne à la gloire de la mondialisation où se déversent pêle-mêle les souvenirs de périodes qui n'ont rien à voir avec l'actuelle et tout de même l'aveu que l'Europe ne tire aucun bénéfice du grand tourbillon depuis 1990. Comment, pourquoi ? Parce qu'elle n'est pas assez anxieuse de compétitivité et qu'elle s'occupe trop des "coûts de transition", pardi ! Au cœur du problème, n'en doutons pas, il y a cette France étatiste, crypto-protectionniste et qui, en un mot, refuse d'oublier qu'elle est une nation.

Parce que nous sommes français et européens de meilleur aloi que les europhiles, réjouissons-nous sans mélange que s'établisse la vérité de ce que Jacques Généreux appelle "les vraies lois de l'économie" (1). Gardons-nous pourtant de l'optimisme béat. La croissance française doit beaucoup à une conjonction de facteurs adventices, sans mésestimer ses ressorts de créativité et de travail opiniâtre. Il y faudrait des ancrages plus solides dans la durée. Je ne peux les imaginer que dans une répudiation sélective du libre-échange à tout-va, une planification incitative pour corriger les déficits commerciaux les plus importants et soutenir les secteurs les plus porteurs d'avenir, sans doute aussi dans la réappropriation par l'État de certains leviers monétaires imprudemment cédés à la Banque centrale européenne. Je ne dissimule pas que ce dispositif requiert une révision profonde des règles de fonctionnement de l'Union européenne. Le progrès des consciences, la lassitude des peuples envers des gouvernements qui ne gouvernent plus, les échecs fracassants du néo-libéralisme et la douloureuse déception des pays de l'est qui découvrent une

"Europe" socialement plus cruelle que celle dont ils rêvaient sans le communisme, font que le retour à la raison n'est plus aussi inimaginable qu'il pouvait encore paraître à la fin du XXe siècle.

Est-ce pour autant une conjoncture favorable à une réflexion à long terme sur des problèmes cruciaux ? Elle le serait si les gouvernants s'extrayaient un peu plus des tourbillons de l'actualité et réfléchissaient au-delà des prochaines échéances électorales. Certains problèmes, c'est vrai, ne se résoudront pas à l'échelle de la Wallonie, ni même de l'Union européenne. Il en est ainsi de celui des altérations climatiques qui commencent à donner d'inquiétants symptômes précurseurs à la planète. Cela ne dispense nullement nos pouvoirs publics de contribuer aux solutions dans la mesure de nos moyens et chacun sait que la Belgique n'est jamais en avance, notamment pour l'application du protocole de Kyoto. Mais il y a d'autres questions pour lesquelles nos efforts pourraient payer plus rapidement. Je voudrais citer ici le goulet d'étranglement dans lequel nous enfonçons un produit qui a pris un rôle démesuré dans notre mode de vie : le pétrole. Éric Laurent vient de lui consacrer un livre qui rencontre un succès mérité (2). Il observe que les réserves s'épuisent beaucoup plus rapidement que ne le suggèrent les chiffres publiés et qu'elles sont loin de se compléter à un rythme en phase avec la consommation annuelle. Celle-ci dépasse maintenant dans le monde les 30 milliards de barils par an. Les découvertes, elles, ne sont que de 4 milliards et s'effectuent à un coût rapidement croissant. Si l'on s'en tient à ses statistiques officielles, la Russie ne pourrait satisfaire que pendant deux ans la demande planétaire. L'Arabie saoudite occulte ses données véritables. Pour ne pas effaroucher leurs actionnaires, les grandes compagnies maquillent leurs inventaires (Shell vient d'être contraint de réduire considérablement l'évaluation de ses capacités). L'ajustement à la rareté qui grandit se fait naturellement par le prix — les crises politiques du moment n'étant à cet égard que des épiphénomènes. Nous payons le baril ces derniers temps de 60 à 80 dollars. Même si ce prix a baissé depuis le mois d'août, on doit se demander s'il ne remontera pas en flèche avec la hausse colossale de la demande des pays émergents comme l'Inde et la Chine ? Et combien de temps le marché pourra-t-il satisfaire tout le monde ? Une décennie, deux (péniblement ?). Les auteurs du plan Marshall ont placé à juste titre la recherche en matière énergétique parmi les objectifs prioritaires. Oserait-on crier au gouvernement wallon de mettre les chercheurs au travail intensif, dans une perspective de salut >>>

collectif, c'est-à-dire sous une conduite très directive de la puissance publique ? Bien que moins puissantes, des pressions s'exercent également de plus en plus sur le marché d'autres matières premières. L'Afrique noire en recèle à foison, ce qui n'échappe ni aux États-Unis, ni à la Chine. Depuis le départ des colonisateurs (arrêtons les repentances !), elle gaspille ses atouts dans des politiques stupides, voire cauchemardesques, qui répandent sur elle catastrophes écologiques et sanitaires, dilapidation des richesses, guerres civiles, et au bout du compte, une effroyable misère. Mais la géologie lui garde cette bonne carte-là. Notre diplomatie joue-t-elle bien les siennes à pareil jeu ? La Communauté française et la Région wallonne font ce qu'elles peuvent au Congo dans les domaines de leurs compétences. Il est malheureusement probable que celles de l'État fédéral les empêchent de donner tout l'accomplissement qui serait nécessaire. Inutile de le demander aux séparatistes que nous sommes ! Ajoutons qu'il y a là un excellent travail à faire dans l'intérêt de toute la Francophonie.



La saisie du long terme passe par des interventions directrices qui ne peuvent venir que de l'État. Lui seul peut amener la société et les agents économiques à inclure l'anticipation de ses avantages dans leurs calculs au lieu d'en glaner à l'aveuglette dans la durée toujours plus courte du temps des Bourses. C'est en cela que la soumission des gouvernements aux dogmes de l'Union européenne — la concurrence comme principe suprême et unique de la vie économique, la contraction maximale de la sphère du non-marchand et la croyance aveugle dans les bienfaits d'un libre-échange mondialisé (fût-ce avec les partenaires qui trichent — pêche gravement contre notre avenir. La libération politique de la Wallonie

est indispensable à son redressement, mais elle ne portera ses plus beaux fruits que par la répudiation de cette idéologie porteuse d'appauvrissement et de décadence. Il y va aussi, aucun Wallon ne doit l'ignorer, de la préservation de la puissance et du rayonnement culturel de la France, sans laquelle il ne resterait qu'à nous dissoudre dans un melting-pot cosmopolite où se calcinerait notre faiblesse. Mais pigez, par les actuelles campagnes électorales, combien nous sommes encore loin de ce sursaut mental. La classe politique s'évertue à en comprimer les ressorts. La mondialisation ? Inévitable. L'Europe de plus en plus mercantilisée ? Incontournable. L'immigration ? Tabou. La sécurité, si nécessaire à la stabilité des bases ? On en parle, mais très à côté de la plaque. La population, heureusement, semble prendre conscience de l'étendue du mal (il est instructif de lire à cet égard le courrier des lecteurs des journaux populaires, moins censuré que dans la presse plus évoluée). Tout se passe comme si une course de vitesse était engagée entre elle et les gouvernants figés dans le conservatisme. Du moins y a-t-il une échéance que le Système ne pourra éluder : le lendemain des élections législatives de 2007 où force sera de parler d'une nouvelle réforme de l'État. Dussé-je tempérer l'optimisme de certains de nos amis, je ne crois pas que ce rendez-vous sera tout de suite celui de la grande rupture : il y a encore une forte convergence envers l'appétit de conquête de la Flandre et la frilosité des partis francophones. Mais on peut en attendre d'appréciables ébranlements. Le choc des intérêts et des visées des deux blocs communautaires va retentir plus fort que jamais. Le nôtre est déjà bien au-delà de ce qu'il aurait dû céder ; c'est de nature à durcir sa coriacité jusqu'ici beaucoup trop faible. D'autre part, la Flandre est toute glorieuse de sa fortune économique (à mon avis plus fragile qu'elle ne le pense) et refuse de mettre plus longtemps la main à la poche pour nous dépanner. Son avance fera certainement tomber des écailles de quelques yeux dans le Sud. À treize ans d'âge, le fédéralisme est moribond. Le confédéralisme arrive. À nous de hâter la secousse qui l'abolira. Et gageons que la Flandre coopérera loyalement à cette tâche ultime ! ■

(1) *Les vraies lois de l'économie*, 2 vol., (Seuil, 2001-2002).

(2) *La face cachée du pétrole* (Plon, 2006).

«Elle (la campagne électorale) a su opposer le Nord, pauvre et peu éduqué, au Sud, mieux pourvu mais lassé de régler la facture de ses "bonnes œuvres"»

Oui, vous avez bien lu et vous vous demandez sans doute si un vent de folie ne souffle pas sur la rédaction de *Wallonie-France*. Rassurez-vous, ce n'est pas (encore) le cas ! En réalité, cette phrase est extraite d'un billet d'Éric

Dior (*Marianne*, 07-13.10.06). Il y était question de la campagne électorale menée par la droite brésilienne contre le président Lula.

Dans l'autre hémisphère où les choses vont à l'envers...

La Belgique éclate : que peut et doit faire la France ? (*)

Paris, le dimanche 16 juillet 2006 - À moins de 300 km de Paris, l'éclatement de la Belgique est en marche : les Flamands veulent leur État, ethniquement homogène, unilingue et uniculturel, en larguant la charge, lourde à leurs yeux, de la Wallonie francophone, et seul le sort à ce jour incertain de Bruxelles semble encore contenir l'irrésistible mouvement d'implosion de l'actuelle Belgique. Mais lorsque cet événement surviendra, que pourra et devra faire la France, que de nombreux Wallons considèrent comme leur « vraie patrie » ? Albert Salon, Président du FFI-France, et Denis Griesmar, Délégué à la diversité culturelle, nous livrent ici leurs arguments, «entre non-ingérence et non-indifférence».

En 1967, le Général lança son «Vive le Québec libre !» du balcon de l'Hôtel de Ville de Montréal. En dehors d'Ottawa, les critiques les plus indignées du «Général fou» vinrent des médias français.

L'un des arguments entendus contre ce crime de lèse-majesté-anglo-saxonne fut : «Que dirions-nous si un dirigeant de l'Allemagne venait crier à Strasbourg, au balcon de l'Aubette : "Vive l'Alsace libre !" ou, ce qui reviendrait au même en l'occurrence : "Elsass, heim ins Reich !"».

Nos journaux incultes ou malveillants oubliaient simplement que le Québec n'avait jamais eu avant 1967 la possibilité de s'auto-déterminer, et que ses révoltes, notamment des Patriotes en 1837-38, avaient été écrasées sans pitié. Alors que l'Alsace avait eu cette possibilité en 1790, à la fête de la Fédération, et sous d'autres formes depuis lors.

La situation de la Belgique, et celle des Wallons et Bruxellois francophones en son sein, sont bien différentes de celles du Canada et du Québec.

Ce ne sont pas, en effet, les francophones qui veulent secouer un joug flamando-impérial. Ce sont les Flamands qui veulent constituer leur État flamand.

Les Français, leurs médias, leurs dirigeants de minces culture historique et vision, ignorent ce qui se prépare à moins de 300 km de Paris : l'éclatement de la Belgique. Ils ignorent aussi qu'il n'y a jamais eu de «nation belge», seulement un État de fait.

La récente apparition d'un vote en deux blocs nationaux antagonistes au Parlement belge, au-delà des clivages partisans, sur la question brûlante de l'avenir de l'État très souvent appelé *Belgium*, illustre de manière frappante le "divorce belge", entamé depuis plusieurs décennies. Les Flamands veulent leur État, la seule pierre d'achoppement restant le sort de Bruxelles-capitale, ville d'un million d'habitants à 90% francophones, mais située en territoire historiquement flamand, et dont les Flamands ont fait la capitale de leur Région Flandre. Les Wallons, qui eussent pu faire de même pour leur Région Wallonie, ont préféré prendre Namur comme capitale régionale, laissant le terrain bruxellois à leurs voisins.

Éclatement sous la poussée des seuls Flamands, bien plus riches, et peu partageux à l'égard de gens du "sud" jugés peu sérieux et encaimés.

En effet, les Wallons, et surtout les Bruxellois, loin d'avoir une démarche "québécoise", restent largement "belgicains". C'est-à-dire accrochés aux lambeaux de l'unité belge, d'un État qu'ils dominèrent au XIXe siècle : le Roi, la Sécurité sociale, l'équipe de foot des "Diables rouges", et un mythe historique, le reste étant de plus en plus séparé en deux entités flamande et "autre", y compris les chemins de fer de la SNCB...

Les Français, "sonnés" à Waterloo, résignés aux traités de 1815 enlevant des parts de France et les incluant dans les Pays-Bas, puis habitués, après la Révolution de 1830, à voir une Belgique, désormais séparée des Pays-Bas, dressée par la Sainte Alliance en fait contre la France, considèrent que la frontière est intangible.

Sage attitude de non-ingérence, si elle consiste à éviter que le *status quo ante* ne soit remis en cause par la seule France.

Mais attitude qui devient étrange et coupable indifférence, si elle consiste à s'interdire d'imaginer que les Wallons et peut-être les Bruxellois, largués par les Flamands devenus indépendants, puissent un jour, désespérés, se constituer en une Belgique résiduelle (Royaume ou République ?...), ou en une République seulement wallonne, et prendre l'initiative de demander, sinon une réunion avec la France à l'instar de la RDA avec la RFA, du moins des relations quasi fédérales ou, en tout cas, très étroites, avec la France.

Encore plus étrange, cette attitude d'autruche est répandue aussi dans les milieux souverainistes français ! Alors qu'elle est en résonance avec les politiques liées de l'U.E. et des États-Unis tendant à l'éclatement en grandes et petites régions des États européens continentaux, et d'abord du paragon d'État-Nation républicain qu'est la France (1).

Heureusement, le tout récent référendum italien montre les limites du processus de destruction des nations sous la poussée de l'Empire, et les résistances qu'il rencontre un peu partout.

Or, la demande de coopération inter-étatique de la nouvelle Belgique résiduelle avec la France serait sans doute très forte, dans la logique de la très grande proximité culturelle, de l'imbrication économique de plus en plus étroite depuis quelques décennies, et des solides implantations croisées des grandes entreprises des deux pays.

A fortiori, dans le cas où, Bruxelles étant devenue une sorte de région européenne ou district fédéral co-géré, la seule Wallonie se constituerait en État, quitte à laisser la petite région germanophone d'Eupen et Saint-Vith (70.000 habitants) glisser vers

l'Allemagne.

Peut-être serait-ce là la meilleure solution. L'existence de deux États affinitaires entièrement francophones, travaillant ensemble dans bien des domaines importants, démultiplierait l'influence de chacun d'eux et de la Francophonie sur le continent et dans le monde.

À plus forte raison encore faudrait-il préparer une réponse claire de la France au cas où une majorité forte se dessinerait en Wallonie pour une réunion avec la France, sous la forme d'une région ordinaire ou d'une région à statut spécial, à négocier... Cela fait très peur à beaucoup d'élites françaises, qui déconseillent vivement jusqu'à l'ombre d'une ingérence dans ces "affaires européen-belgo-belges". Leur argument-massue : « bien qu'une réunion puisse être flatteuse pour la France, paraître l'encourager serait aussitôt encourir l'horrible anathème d'annexionnisme et d'impérialisme. À l'image d'une Allemagne qui pourrait être tentée par l'irrédentisme et réclamer l'Alsace (ce qu'elle n'a pas fait après le "Vive le Québec libre" !)... ce serait jouer les apprentis-sorciers, ouvrir la boîte de Pandore de la "contagion", et donner des arguments aux partisans du dépeçage de la France elle-même ».

Pour eux, le maintien de la Belgique telle qu'elle est encore jouerait un rôle de paravent, de couvercle, pour empêcher ou retarder (conjuré ?) le démembrement de notre propre État.

Or, même dans l'hypothèse – bien loin d'être la plus vraisemblable – d'une réunion, une "bosse à l'hexagone" ne serait pas un mal, puisqu'elle pourrait enlever aux Français la détestable habitude d'appliquer ce terme à leur pays, le réduisant à une expression géographique, provinciale européenne, occultant la Corse (elle s'est prononcée dans un référendum décevant pour les largueurs parisiens), les départements et territoires d'outre-mer, le grand large, la Francophonie, la signification mondiale de la France. Le maintien de la Belgique ne peut endiguer à lui seul le mouvement euraméricain – bien lancé – de destruction d'États de la « vieille Europe » (1) dont l'Espagne, et, à terme, de la France qui reste particulièrement visée.

La France ne peut pas, sous prétexte de sage non-ingérence, faire preuve d'indifférence.

Cette thèse minoritaire est encore iconoclaste, voire "hexagonoclaste". Il convient donc d'abord de contrebattre les thèses "anglo-euro-belgicaines" qui prévalent partout.

Pour contribuer à cette œuvre de salubrité, le livre *Belgique, le dernier quart d'heure ?* (2) du baron belge Paul-Henry Gendebien, président-fondateur du Rassemblement Wallonie-France. Très intéressant par l'historique, les faits et les chiffres qu'il donne, autant que par les arguments qu'il développe avec vie et talent. Il apparaît notamment, ce qui est corroboré par bien d'autres sources, que la comparaison du coût de réunification avec l'Ancienne République démocratique allemande est peu pertinente. En effet, la Wallonie ne compte que

3 millions d'habitants, et n'est jamais sortie de l'économie de marché. Son PIB par habitant la situe avant plusieurs régions françaises, ce qui était très loin d'être le cas des Länder "socialistifiés" de l'ancienne RDA. Certes, des dysfonctionnements existent, dus pour une part à l'absence d'alternance politique, mais les chiffres montrent que la charge serait très supportable et qu'il y aurait un apport en économie, et non pas seulement en "diastole nationale". Le redressement de la France passe par le regain de confiance en elle et par une politique vigoureuse de relance par l'innovation et le positionnement sur les secteurs d'avenir, politique qui n'est possible qu'en brisant le carcan monétaro-administratif européiste actuel.

Il appartient évidemment aux seuls Wallons et Bruxellois de faire leurs choix. Toute ingérence de la France est à proscrire. Le gouvernement français ne doit pas, à l'instar du gouvernement allemand à l'égard de certains mouvements d'outre-Rhin-et-Danube bien décrits par Yvonne Bollmann et Pierre Hillard, se rendre suspect d'irrédentisme.

Du moins, les responsables politiques français, lorsqu'ils sont interrogés, doivent dire avec force que la France ne pourra, le moment venu, que respecter les choix des populations concernées, comme dans le cas du Québec, *mutadis mutandis*.

Après tout, loin de la pusillanimité actuelle, le Général de Gaulle n'avait-il pas adopté une telle attitude à l'égard de responsables belges?... M. Chevènement l'a dit aussi à sa manière.

Il ne serait pas incongru de faire valoir à nos actuels "responsables-mais-non-coupables" les avantages (ils connaissent assez les risques !...) des formules de réunion, ou, surtout, d'une coopération très étroite entre un État de Wallonie et la France. Ne serait-ce que pour éviter, le moment venu, une réponse dégradante et déshonorante à la Michel Charasse : « Non, merci, nous avons déjà nos pauvres ! ».

L'Allemagne, elle, a consenti de très grands sacrifices pour sa réunification, sur laquelle elle n'a guère consulté ses voisins. Elle en est, aujourd'hui, plus grande à tous les points de vue.

Il faudrait de toute évidence prévoir l'organisation d'un référendum en France sur une éventuelle réunion et ses modalités, voire sur un traité d'étroite coopération avec un État wallon.

L'honneur de la France serait dans un « oui » à une démarche officielle venant du nord.

La demande serait une source, un regain, de fierté pour la France d'avoir été choisie.

Son "oui" serait une correction d'un accident de l'histoire.

Albert Salon
Président du FFI-France
(Forum francophone international)

et Denis Griesmar
Délégué à la Diversité culturelle du FFI-France

(*) Texte tiré du site Voxlatina.

(1) Les efforts de l'UE et des États-Unis ne visent évidemment pas la Grande-Bretagne, nonobstant l'Irlande du Nord, le Pays de Galles, l'Écosse. Ils ne visent pas non plus l'Allemagne, ethniquement assez homogène, et plutôt bénéficiaire potentielle d'éventuels démembrements de ses voisins, ce dont, nous ont rappelé Mme Bollmann et M. Hillard, plusieurs mouvements allemands et autrichiens s'occupent activement. En fait, l'éclatement par régionalisation encouragée concerne surtout les États "latins" et slaves du continent.

(2) Éd. Labor (ad.él. : HYPERLINK "mailto:labor@labor.be" labor@labor.be), 140 C, Chaussée de Philippeville, 6 280, Loverval, Belgique, 13 euros.

M. Olivier Maingain, député fédéral, a répondu :

Bruxelles, le 24 août 2006

Monsieur l'Ambassadeur,
Cher Monsieur Salon,

J'ai pris connaissance de votre projet d'appel « La Belgique éclate : que peut et doit faire la France ? ». J'en ai apprécié la teneur, tant par son ton que par l'analyse lucide portée sur les réalités institutionnelles de l'État belge.

Je me permets de formuler une observation en rapport avec une question essentielle : l'avenir de la Région de Bruxelles.

Vous le savez : la Ville-Région de Bruxelles est une grande métropole francophone. Elle l'est par la volonté de ses habitants bien plus que par la volonté des acteurs économiques et politiques qui y sont établis. Bruxelles compte une population à plus de 85, voire 90 % francophone. Toutes les tentatives de la Région flamande pour amener une population flamande à s'y établir se sont révélées autant d'échecs.

Reste que Bruxelles est encerclée par la Flandre, privée d'un lien territorial essentiel avec la Wallonie, même si la distance la plus courte entre Bruxelles et la Wallonie est de moins d'un kilomètre (couloir de Rhode-Saint-Genèse à travers la forêt de Soignes).

Maurice Druon, et tant d'autres, dont Roger Dehaybe, un vrai militant de la francophonie, ont pu dire que, pour une large part, l'avenir du français en Europe se jouait à Bruxelles. Que Bruxelles subisse le sort de Montréal, il y a un siècle, qu'elle voie son affirmation francophone être neutralisée et le rayonnement du français dans les institutions européennes, en serait encore plus durablement affecté.

Tout choix institutionnel qui conduirait à placer Bruxelles sous le contrôle d'autorités européennes ou internationales, qui réduirait son existence à une fonction administrative de type Washington DC, conduirait à placer Bruxelles hors de l'espace fran-

çais. Faute de pouvoir mener à bien le projet de conquête de Bruxelles et d'intégration de cette ville-région dans l'État flamand qu'appellent de leurs vœux les nationalistes et séparatistes flamands, ils cherchent à séparer Bruxelles de la Wallonie. C'est le piège le plus grossier mais le plus dangereux. Flatter le rôle européen ou international d'une ville, faire miroiter à ses habitants les avantages de ce rôle (il n'y a pas que des avantages), voilà la manière de déjouer la vigilance de ceux qui ne veulent pas d'une telle illusion. Le ministre-président du gouvernement flamand, dans sa récente interview au quotidien *Libération*, n'a pas manqué de rappeler que le sort de Washington DC avait sa préférence pour Bruxelles en cas de scission de l'État belge.

Dès lors, je me permets d'insister pour que les amis français qui sont attentifs à notre débat institutionnel, s'emploient à déjouer la manœuvre.

Il ne peut pas y avoir d'avenir pour Bruxelles, ville francophone, s'il n'est pas commun à celui de la Wallonie et ce, quelle que soit l'évolution institutionnelle de l'État belge. Bruxelles, dont le rayonnement francophone doit beaucoup à la présence de nombreux descendants wallons, ne peut rester ce pôle de la Francophonie si elle est privée d'un rapport privilégié avec la Wallonie.

J'ose espérer que vous ne manquerez pas de relever cet aspect essentiel du débat dans vos communications et publications.

En vous remerciant de l'attention que vous réserverez à la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, cher Monsieur Salon, l'expression de ma considération distinguée.



EUROPE

Une âme encore partagée ?

«La crise européenne est grave sur le plan de la substance», a avoué le Pr Michel Dumoulin, historien spécialiste de l'intégration européenne, au mensuel *EURinfo* (septembre 2006). Cette crise, née du «non» français et néerlandais au référendum de 2005, est bien sûr politique mais aussi sociale et économique. Pour lui, l'élargissement, trop rapide, mène à la dilution et «le tout à l'économie joue évidemment des tours pendables».

Ainsi, faire l'Europe ne va plus de soi, d'autant que le projet ne semble plus «adapté, par exemple, aux préoccupations des citoyens actuels, des plus jeunes en particulier» et que, d'autre part, des revendications nouvelles apparaissent en pleine lumière : «Au début du XXe siècle, avant la guerre de 1914,

le nationalisme était considéré par les élites progressistes comme quelque chose d'horrible. Le cosmopolitisme, voire l'esprit européen, régnait. Pendant un bon siècle, on est resté sur cette position. Or, aujourd'hui, nous sommes interpellés par la globalisation, par le régionalisme actif, par les revendications autonomistes — et nous ne jouons plus dans le régionalisme folklorique à la Frédéric Mistral, ainsi qu'en témoigne la Catalogne ou la Flandre (*)... Tout cela concourt à une crise très grave qui, au-delà de celle des institutions ou du projet européen, est une crise de mutation de l'espace européen».

Décidément, l'Histoire n'est pas finie.

J. L.

(*) Souligné par Wallonie-France.



Réponse des jeunes Wallons au volet «langues» du Plan Marshall

Nul n'ignore plus que le sieur Di Rupo, ministre-président de la Région Wallonie et président du PS — encore adulé par un cercle de courtisans —, trône à la place d'honneur parmi les défenseurs les plus butés de l'État belge. Alors que la Belgique, sous les yeux de tous, continue à se disloquer pan par pan sous la volonté flamande de s'en émanciper, alors qu'il est urgent d'imprimer à la Wallonie encore debout, mais en danger, un virage géographique et institutionnel à 180°, ce rusé *commediante*, ce *traître* — osons le mot de moins en moins contesté — à la cause wallonne persiste à accrocher notre peuple au vaisseau flamand qui cingle, avec une fière conviction, vers des eaux de plus en plus... exclusivement flamandes. Pendant ce temps, l'électorat assoupi du PS n'y voit goutte ou, servile, joue la carte du double président. Et de fins renards proches de l'appareil de ce parti, sans égards pour le noble idéal qu'ils ont à défendre, moitié loubards moitié ringards, s'emploient à capter — à capturer — les consciences désesparées des adhérents.

Reconnaissons qu'il n'y a pas qu'au PS dominant, loin s'en faut, qu'on a les yeux braqués sur la Belgique d'antan. Sinon comment expliquer l'engouement de nombre de parents bruxellois francophones, de toutes tendances, pour l'enseignement (surtout maternel et primaire) en néerlandais ? Il faut croire qu'ils y croient encore à cette Belgique qui se détricote, au point de miser sur sa pérennité — son immortalité ? — pour l'avenir de leurs enfants. Mais comment voit-on les choses du côté des enfants, plus précisément des adolescents ? Quels choix font-ils pour demain dès qu'ils disposent de leur liberté de décision ? Pour le savoir, voyons comment ils ont saisi les perches qui leur sont tendues par le pouvoir wallon actuel en vue de leur assurer dix mois d'immersion linguistique.

À la fin du mois d'août dernier, 162 jeunes Wallons diplômés de l'enseignement secondaire se sont vu décerner des bourses, dans le cadre du plan Marshall, afin de «s'envoler» pour la durée d'une année scolaire vers des contrées d'expression néerlandaise, allemande ou anglaise.

Le montant de ces aides à l'apprentissage des langues étrangères est établi en fonction des revenus et de la composition des ménages. Il faut compter de l'ordre de 8.000 euros pour couvrir les frais d'un tel séjour en Flandre ou à l'étranger. Sachant que, quelle que soit sa situation propre, chaque boursier bénéficiera d'au moins 50% du montant total de ce subside, on peut dire que le coup de pouce venant de l'institution publique est substantiel.

Devinez la langue qu'ont choisi d'approfondir l'écrasante majorité de ces 162 jeunes Wallons ! Se sont-ils rangés à l'avis empreint de nostalgie de leurs belgolâtres parents et grands-parents ? Ont-ils entendu le discours rétrograde des présidents de parti politique ? En clair, ont-ils opté pour le néerlandais ? Pas du tout. En un mot comme en cent, 151 d'entre eux (93%) ont préféré... le monde, le vaste monde ! Et au bout de dix mois, grâce à leur meilleure connaissance de l'anglais, ils nous reviendront plus forts et plus ouverts que leurs parents. Pas si bêtes, les jeunes !

Oculus



Les journalistes du *Soir* voudraient-ils rivaliser avec la RTBF en matière de belgitude ? Ils psalmodient en tout cas, à longueur de colonnes *Le plat pays qui est le mien et Ne me quitte pas !*

Béatrice Delvaux, leur patronne, presse le rythme. Dans son éditio du 9 septembre, elle en perd la mesure. Après quelques considérations éculées (et sous-informées d'un point de vue strictement intellectuel) sur l'intérêt pratique du néerlandais — s'il lui arrivait de voyager dans la Flandre réelle et non pas dans une Flandre mythique, elle saurait qu'on y parle quasi exclusivement le flamand —, elle va jusqu'à suggérer à nos écoliers de s'inscrire dans des écoles flamandes (où on leur enseignera la langue livresque). Mon sang de linguiste, de spécialiste du français, d'amoureux de la culture française et à ce jour de président du Conseil supérieur de la langue française Wallonie-Bruxelles (ouf ! mais tout de même quel révélateur que cette difficulté que nous avons à nous nommer) n'a fait qu'un tour.

J'ai donc envoyé une réaction à la rubrique *Forum*, limitée au millier de caractères prescrits, sur un ton parfaitement courtois. L'accusé de réception — non signé — fut poli. Deux semaines plus tard, tel sœur Anne, ne voyant rien venir, je m'informe du sort réservé à ma petite lettre. Nouvelle réponse anonyme et fin de non-recevoir : l'abondance des sujets empêche de la publier. Bref, l'invitation à participer au *Courrier des lecteurs* n'est qu'un leurre. Le "grand jour-

nal neutre" se réserve le droit souverain d'éliminer les écrits qui n'épousent pas sa ligne éditoriale. On s'en doutait un peu. Autant le vérifier.

Quoi qu'il en soit, voici, sans retouche ni addition, cet entrefilet dont l'interdiction permettra à la pythie du *Soir* de rester aux yeux des naïfs plus infaillible que le pape et l'oracle de Delphes réunis.

"Rastreins, valet..." (*)

Aujourd'hui, on ne saute plus comme des cabris en criant "L'Europe ! L'Europe ! L'Europe !" mais "Les langues, les langues, les langues !". La rédactrice en chef du *Soir* entonne à son tour la chanson. Les lecteurs auraient attendu de sa part un peu de retenue.

La place manque pour argumenter sur le fond. Prenons seulement deux extraits de l'édito.

1° "Il n'est pas tolérable que certains élèves vivent dans l'idée : *le néerlandais à quoi ça sert ?*" Et si la vérité sortait de la bouche des enfants ? Les prétendues insuffisances linguistiques des francophones ne sont souvent qu'un prétexte. Ou alors, jusqu'où devons-nous pousser la compétence ? Demandez à Albert, Philippe et Mathilde.

2° "L'immersion" dans des "écoles flamandes" ? Autrement dit : petits Wallons et petits Bruxellois, qui avez le malheur de l'être, devenez donc Flamands. En attendant, les enquêtes OCDE vous classent avant-derniers en langue maternelle. Or, la France voisine vous ouvre un marché. Et peut-être un avenir. Songez-y, parents."

Marc Wilmet

(*) Ndlr : expression wallonne signifiant "n'exagère pas, mon gars !".

Ci-contre, une autre lettre, dérangeante pour la ligne éditoriale du *Soir*, n'a pas paru. Décidément, le journal "neutre" refuse beaucoup ces temps-ci !

«Permettez-moi de faire entendre une voix discordante dans le concert d'approbations qui accompagne l'initiative bien mal nommée "Toernee general".

Loin de moi l'idée de condamner quelque démarche que ce soit qui aurait pour but de faire connaître une autre culture. Si tel était son but, l'initiative du Théâtre national serait tout à fait louable.

Malheureusement, il ne s'agit pas tant, dans l'esprit de ses concepteurs, de proposer une ouverture sur la culture de nos voisins (et pourquoi pas amis) du Nord que de vanter le caractère multiculturel de Bruxelles ("cette idée est [...] une envie farouche de militer pour le multiculturalisme").

On nie ainsi que Bruxelles est une ville de langue française. Pour beaucoup, le français n'est plus qu'une langue parmi d'autres, qu'il convient de surcroît d'abâtardir, soit pour la rendre "politiquement correcte", c'est-à-dire pour ne pas donner l'impression de l'imposer à l'autre, soit pour se singulariser et revendiquer une bien hypothétique spécificité culturelle bruxelloise : *Zinneke Parade*, *Kunstenfestivaldesarts*, *Bozar* et maintenant *Toernee general*... L'œuvre de défrancisation de Bruxelles se poursuit, avec la complicité active des bien-pensants naïfs, qui s'imaginent pouvoir apaiser l'appétit des Flamands en multipliant les signes de bonne volonté à leur égard.

Pourtant, l'éditorial commun de Mme Delvaux et de M. Desmet, rédacteur en chef du *Morgen*, contient une phrase qui détonne un peu dans ces bons sentiments : "*Ils (De Morgen et Le Soir) ont en commun la même curiosité pour l'autre, qu'il soit flamand, francophone, polonais ou arabe*". Un francophone serait-il donc aussi étranger pour un Flamand qu'un Polonais ou un Arabe ? Mais peut-être ce passage n'est-il pas de Mme Delvaux..."

François Rigaud



Il faut sauver la Belgique... ne cesse de clamer *Le Soir* depuis quelques semaines. C'est son droit.

C'est aussi son problème et, pour tenter de le résoudre, le quotidien "neutre", associé au journal flamand *De Morgen*, s'est donc lancé dans une campagne de propagande tous azimuts. Tout doit faire farine au bon moulin belgicain !

Tantôt on Interroge des Flamands, du moins ceux qui, tel le patron du syndicat chrétien, pensent que la Flandre a suffisamment de pouvoirs ; tantôt on sollicite l'humour, censé désarmer les mauvais esprits (cf. les caricatures montrant comment un employé flamand voit son collègue francophone et vice-versa) ; tantôt en-

core on vante « l'antidote aux replis identitaires », dû à l'association d'un directeur de théâtre francophone et d'un de ses collègues flamands.

Tantôt enfin, on sonde des employés des deux communautés pour savoir comment ils se jugent. Les Flamands ont plutôt une bonne impression d'eux-mêmes : ils s'estiment plus ambitieux, plus rigoureux, plus travailleurs et meilleurs bilingues au vu de leur ouverture au français.

Les francophones sont moins fiérots ; s'ils vont parfois jusqu'à douter de leurs capacités professionnelles, ils s'accordent un seul avantage : leur plus grande convivialité. C'est toujours ça !

Appelé à la rescousse, le Pr Hans De Witte (UCL/psychologie du travail) n'a pas été franchement étonné : « cela répond à de vieux stéréotypes », a-t-il répondu au *Soir* (10.09.06), sauf sur un point, « le rapport à la langue de l'autre. Le décalage est énorme entre les deux communautés : l'une est ouverte, l'autre pas, et les deux communautés sont d'accord. C'est plutôt inquiétant, car cela empêche la communication ». Voilà qui est net !

Pourtant, la rédac-chef du *Soir*, Mme Béatrice Delvaux, en a conclu que « la différence de comportement des cols blancs a fort peu à voir avec le régime linguistique ». Belgitude oblige, n'est-ce pas !

La même fustigeait ensuite l'erreur des francophones qui renâclent à l'étude du néerlandais.

Le lendemain, paraissait une enquête menée au siège anversois du groupe français Alcatel ; elle montrait que les employés flamands (1.200 à Anvers) et wallons (200 à Namur) travaillaient de concert pour le plus grand bien de leur entreprise. Curieusement toutefois, on constatait que, « dès qu'une source de tension potentielle se présente, on passe à la langue véhiculaire : l'anglais ». Ainsi, « plus de problème communautaire », triomphait la gazette vespérale.

Si tel est le cas, pourquoi les Wallons s'échineraient-ils à étudier la *moedertaal* ? Qu'ils étudient l'anglais — puisqu'il le faut ! —, l'allemand ou toute autre langue internationale. Alors, munis d'un plus riche bagage linguistique, ils iront plus loin et plus haut hors de Belgique et après la Belgique. J. L.

Guimauve vespérale



Diagnostic (septembre 2006) a consacré un "Écho" à la campagne menée par *Le Soir* en réaction aux déclarations d'Yves Leterme. Comme il fallait s'y attendre, cette campagne de presse est toute pétée de bons sentiments belgicains.

« Message pleurnichard sur les Francophones et les Flamands qui, selon lui, s'estiment mutuellement ». Sans doute est-ce vrai sur le plan individuel, reconnaît *Diagnostic*, mais là n'est pas la question : en tenant « un discours à la guimauve », *Le Soir* ne s'attaque pas vraiment au fond du problème, c'est-à-dire dénoncer le mépris de Leterme pour les habitants francophones des 6 communes à facilités et son refus de modifier la frontière linguistique.

« On attendait du grand journal francophone (constamment en perte de vitesse) une analyse technique et stratégique et non un engagement puéril ! »

Une fois de plus, dans son désir forcené de sauver la Belgique, ce journal prétendument "neutre" ne fait plus dans le raisonnement politique mais dans le sentimental. C'est peut-être "politiquement correct", mais pas très réaliste !

BILLET SUR LA FRANCOPHONIE

Francophonie économique (*)

Pierre Bertrand, sénateur honoraire

Les valeurs de l'espace francophone résident principalement dans ses dimensions politiques et culturelles. Ces solidarités ne couvrent pas tout l'éventail des relations entre ses membres : l'importance économique de la Francophonie — 9,42% de la richesse mondiale — doit être prise en compte dans la concurrence qu'engendre la mondialisation des marchés. Certes, l'économie doit se mouvoir en liberté et établir naturellement ses mécanismes internes, en fonction de l'offre et de la demande. Ce "laisser faire" n'est pas toujours équilibré et des mesures correctives interviennent fréquemment à l'initiative des États, seuls ou associés, dans le souci de défendre les intérêts de leurs concitoyens. Les thèses minimalistes ou maximalistes s'affrontent ici, au gré des convictions. L'immixtion de l'économie dans la Francophonie n'a rien d'exorbitant, puisqu'il s'agit d'y faciliter les échanges et les opportunités commerciales entre les francophones. Cette solidarité privilégiée contribue à réduire les déséquilibres entre les pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie, politique qui devrait profiter aux plus pauvres.

La Francophonie compte 53 États, totalisant 630 millions d'individus, dont la compétitivité est fortement dissemblable. On y relève d'importantes inégalités : le Luxembourg, par exemple, est 116 fois moins peuplé et dispose d'un revenu national brut trois fois plus important que la République démocratique du Congo. L'espérance de vie d'un Belge est de 80 ans, soit le double d'un Burundais. Le progrès généralisé de l'économie de chacun contribuera à limiter les disparités actuelles, au plus grand profit de tous.

Cinq pays réalisent aujourd'hui les 3/4 des échanges économiques comptabilisés entre pays francophones : la France, la Belgique, la Suisse, la Pologne, le Canada. Leur nombre devrait bientôt s'accroître : la croissance de leurs économies et le rapprochement avec l'Union européenne permettra à la République tchèque, la Slovaquie, la Roumanie et la Slovénie de rejoindre le groupe de tête. En Afrique, cinq États ont sensiblement accru leurs échanges avec les pays de la Francophonie : les Comores, la Guinée équatoriale, les Seychelles, la Guinée-Bissau et le Togo. D'autres reculent : le Tchad, Madagascar, le Burundi et le Niger, en raison de la diminution de leurs échanges avec l'Europe.

Le commerce entre les membres de la Francophonie révèle un fort déséquilibre. D'un côté se situent

les poids lourds de la richesse mondiale (France, Belgique, Suisse, Canada) en regard des autres États membres, africains pour la plupart, qui semblent exclus des grands flux mondiaux de la croissance. Ceux-ci souffrent de leur dépendance envers un seul produit, ou presque. Ainsi le café et le coton dominent l'Afrique de l'Ouest. Ce sont les épices aux Comores (86%) ou la pêche aux Seychelles (60%). Ils subissent de plein fouet les fluctuations mondiales des marchés, sans pouvoir opposer la réplique d'une économie diversifiée. Divers critères non cumulatifs déterminent le poids d'un partenaire francophone dans les échanges : appartenir aux pays développés, entretenir des rapports privilégiés avec son ancien colonisateur, être géographiquement proche de son partenaire. Ainsi, la Belgique est le premier client de la République démocratique du Congo. Le Tchad exporte essentiellement vers la France, le Nigéria, le Cameroun et la Libye. Ancienne puissance coloniale, la France, pays économiquement développé, occupe une place prépondérante dans les échanges francophones, particulièrement auprès de nombreux pays africains. Les récentes adhésions à l'Union européenne de pays aux économies dynamiques et prometteuses laissent espérer que l'Europe élargira cette situation, occupant mieux sa place dans les échanges francophones de demain.

Diverses initiatives ont été prises par l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) en faveur du coton africain, représentant plus de la moitié des exportations totales de ce Continent, pour une valeur de 900 millions de dollars. La Francophonie y a apporté tout son soutien. Volci vingt ans, le Forum francophone des Affaires (FFA) était créé à Québec, constituant le point de rencontre international des acteurs de la Francophonie économique. Il s'en est suivi la mise sur pied d'une Banque d'Information sur les Gens d'Affaires (BIGA). Un prix de la Francophonie économique est décerné chaque année, récompensant les relations commerciales en français. Les Assises de la Francophonie économique se réunissent tous les ans : les deux derniers sujets traités concernent le développement agricole en Europe et le coton en Afrique.

Les sceptiques de salon n'y trouveront aucun académisme : à leur regret ? ■

(*) Source : *La Francophonie dans le Monde, 2004-2005*. Rapport de l'Organisation internationale de la Francophonie et du Haut Conseil.

PETITE CHRONIQUE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Et la lumière fut... à la fin du mot

Pierre Mélot

Les lecteurs du journal LE SOIR connaissent bien Cléante, chroniqueur concis et subtil qui les éclaire quasi quotidiennement sur des points délicats de la langue française. Selon les sujets abordés, le titre de ses chroniques varie : *Tours de Belgique*, *En bons termes*, *Chroniques anglaises*. Le 26 juillet dernier, nous avons relevé sous la rubrique *Tours de Belgique* une intéressante mise au point d'ordre phonétique que Cléante a limitée aux quelques lignes qui lui sont habituellement imparties, mais que notre périodique a jugée digne d'un prolongement. Lisez d'abord les observations de Cléante ci-dessous, après quoi nous vous invitons à poursuivre par l'examen des nôtres.

Tours de Belgique

« Consultez un proctologue. Il s'agit d'un gastro-entérologue spécialisé dans les pathologies de la marche anale », conseille un chroniqueur médical à une correspondante. « Si l'anus se met à marcher, pourvu qu'il ne s'égare pas ! », ironise un de ses confrères. Il y a de quoi ironiser, convenons-en. Dans le jargon médical, la *marge* désigne le bord de certains orifices anatomiques, on parle ainsi de *marge anale/buccale*. Vraisemblablement, la gaffe ci-dessous trouve-t-elle son origine dans la prononciation de son auteur : en bon Wallon, celui-ci assourdit les consonnes sonores en position finale, ce qui donne *fromache*, *marche pour fromage*, *marge*.

Dans cette chronique médicale, il est vrai que l'auteur - non pas « en bon Wallon » comme le note

Cléante, mais plus largement « en bon Belge » - a assourdi la consonne sonore [ʒ] = j en position finale, la transformant par paresse articulatoire en la consonne sourde [ʃ] = ch (1). D'où provient cette grave faute de prononciation du français que l'on entend aussi bien dans la bouche des néerlandophones et des germanophones s'exprimant en français que dans celle des francophones ? Et pourquoi cette faute fait-elle, à juste titre, sourire voire rire de soi quand elle ne débouche pas, ce qui est pire, sur l'incompréhension totale, comme dans la chronique ci-dessus ? Pour répondre à ces questions et, surtout, pour redresser les prononciations fautives, un peu de phonétique pour tous s'impose.

On range les consonnes dans différentes catégories selon leur mode et leur point d'articulation, par exemple : dentales (d, t), labiales (b, m), nasales (n, ñ), occlusives (g, k), fricatives (s, z), etc., ou, plus précisément, dans une combinaison de ces catégories : occlusives bilabiales (b, p), constrictives labio-dentales (f, v), etc. Certaines d'entre elles, en plus, sont dites *sonores* ou *sourdes* selon que, pour les produire, l'air émis par les poumons provoque ou non, en traversant le larynx, une vibration des cordes vocales (deux cartilages mobiles qui ouvrent, resserrent ou referment le canal expiratoire). On peut percevoir la vibration due à une consonne *sonore* en posant le doigt sur la pomme d'Adam. Dans l'émission d'une consonne *sourde*, par contre, l'air sortant des poumons traverse le larynx où il trouve les cordes vocales largement écartées, et ne les fait donc pas vibrer. Ces consonnes *sonores* et *sourdes* marchent par paires, comme nous le montre le tableau ci-dessous :

Consonnes sonores (avec vibration)	V [v]	G [g]	B [b]	Z [z]	D [d]	J [ʒ]
Consonnes sourdes (sans vibration)	F [f]	K [k]	P [p]	S [s]	T [t]	CH [ʃ]

Faisons l'expérience : posons l'index sur la pomme d'Adam et prononçons successivement les paires de sons suivantes : /v/ et /f/ - /g/ et /k/ - /b/ et /p/ - /z/ et /s/ - /d/ et /t/ - /ʒ/ et /ʃ/. (2) Nous constatons que seul le premier son - *sonore* - de chaque paire a provoqué une vibration des cordes vocales.

Puisque l'émission d'une consonne *sonore* s'ac-

compagne nécessairement d'une vibration des cordes vocales, il est évident que l'effort - inconscient mais réel - fourni par l'organisme pour les mettre en branle est ressenti comme un travail, cérébral pour la décision et l'ordre, physiologique pour la production du son. Et travail équivaut à dépense d'énergie... Certaines langues, comme le français et l'anglais, ont intégré ce double travail - nerveux et musculaire -



ÉDITORIAL

LE 8 OCTOBRE...

Se marque-t-il en gros caractères dans nos annales ? Non, ce fut un prolongement, pas une rupture. Pour en suivre la trace, il faut s'abstenir de comparer, comme trop de commentateurs l'ont fait, les scrutins communaux et provinciaux aux élections législatives et régionales de 2003-2004. Les premiers surtout portent sur des enjeux locaux et suscitent des joutes de personnalités jugées sur leur rôle municipal. La judicieuse réforme qui attribue l'écharpe mayorale en Wallonie au candidat le plus choisi sur la liste la mieux placée accentue encore cette caractéristique. C'est autre chose que le verdict de l'électeur sur la politique régionale ou fédérale.

Le 8 octobre fut un prolongement en ceci qu'il y eut, dans l'immense majorité des cas, confirmation des positions acquises ou transferts de voix entre partis traditionnels dont les différences idéologiques et opératoires s'estompent année après année. Écolo ayant perdu, malgré sa jactance, toute singularité dans la pratique. Les commentateurs les plus qualifiés ont rempli de leurs analyses les colonnes de la presse. Je me dispense de les reproduire ou de les paraphraser. Y a-t-il quand même dans les résultats des enseignements à tirer pour une auscultation de l'état général de l'opinion ? Indubitablement, même s'il n'est pas toujours facile d'en saisir la portée. Ainsi, dans cette Flandre qui garde l'initiative des mouvements du conflit communautaire. Le *Vlaams Belang* n'a pas opéré la percée stratégique qui eût rompu le cordon sanitaire à Anvers, mais il avance si fortement un peu partout ailleurs qu'il continuera probablement à rétrécir l'espace de manœuvre des autres formations nordistes. Le *VLD* s'affaisse dans tant de communes que l'on doit supposer là un certain effet de sa relative modération dans l'approche de l'avenir belge et de son acquiescement au vote des étrangers au vote européen. Le *SP.A/Spirit* fait, lui, figure de vainqueur — pour des raisons essentiellement municipalistes — mais gardera-t-il sa bonne mine lorsqu'il devra placer ses pions sur l'échiquier institutionnel en vue des élections législatives ? Il ne parle pas clairement et d'une seule voix sur cette question, force est donc de réserver la réponse. Ce qui est sûr, c'est que le *CD&V* a plus que consolidé sa suprématie en Flandre et il n'y a pas d'ambiguïté sur son programme communautaire. Au total, les francophones auront à affronter une nation plus exigeante que jamais en matière d'autonomie et encore plus à droite. De quoi hérissier certainement, mais aussi diviser leurs partis.

En Wallonie, si le PS est assez sévèrement sanctionné dans quelques villes, où sa gestion fut ternie par des scandales (mais il l'est également à Mons dont M. Di Rupo tient la barre et j'ai du mal à le comprendre au vu du vote), il garde à peu près son niveau d'influence — avons-nous tort d'inviter à la méfiance envers les sondages ? Il progresse nettement à Bruxelles. Si ne survient pas un séisme

politique, improbable à ce jour, les dirigeants socialistes continuent donc à donner le la aux francophones dans des futures négociations avec la Flandre. Compte tenu de leur belgicisme, ce n'est pas spécialement rassurant.

Cela dit, les maintiens ou les modifications des rapports de force dans le sud et dans la capitale se dégagent mieux que dans le nord des situations strictement locales. On remarque cependant que, dans l'ensemble, la poussée de l'extrême droite, divisée, sans programme digne de ce nom et sans tacticien capable (à l'exception peut-être de M. Charles Petitjean) a été contenue. Mais cette mouvance n'est pas annihilée ; gare à nous si elle était prise en main par un chef aussi habile que celui du *Vlaams Belang* !

Je ne quitterai pas le sujet sans verser une larme sur la nouvelle défaite de la liste communale à Fouron. M. Hapart peut y voir la conséquence du vote étranger (néerlandais, en l'occurrence) instauré par les maastrichtiens qu'il aime tant. Désespérant de changer leur sort, des Wallons ont quitté la commune suscitant la minorisation accrue de ceux qui restent. À tout le moins, les Flamands nous donnent-ils une leçon d'assimilation progressive d'une collectivité étrangère, mais quel avertissement pour Bruxelles et sa périphérie ! Heureusement, le succès des listes francophones dans cette dernière a de quoi nous consoler un peu.

Et maintenant que l'hypothèque communale est purgée ? Ni le *VLD* malmené, ni le PS convalescent n'ont intérêt à provoquer une crise gouvernementale. Comme on le voit depuis quelques mois, ce ne sont pourtant pas les occasions qui manquent de se tourner le dos. Mais à quoi bon, à quelques mois des législatives ? De notre côté de la frontière linguistique, on va s'efforcer, comme toujours, de retarder au maximum le surgissement du spectre communautaire. Il n'en hante pas moins tous les carrefours où il faut prendre les grandes décisions. Que nul n'espère le renvoyer au néant en unissant les conjurations du nord et du sud. On devine hélas que c'est bien ce qui sera tenté par les maîtres des deux Régions francophones, à grande et vaine dépense d'énergie. Ils ne tiennent même plus leur ligne Maginot du statu quo institutionnel, mais ils semblent encore croire à un simple toilettage du fédéralisme. *Quousque tandem*, nous demandons-nous avec Mme Arena se consolant de sa défaite binchoise en relisant son Cicéron...

Dans toute cette pénombre de la pensée, le Mouvement wallon a le devoir de ne pas lâcher le briquet qui allume la lampe. C'est sa mission depuis l'origine d'apprendre à notre peuple déboussolé à relier les faits aux faits, à résister aux mauvais courants qui l'entraînent et à fortifier une conscience nationale sans laquelle tout n'est que vacuité dans la pensée sur la Cité et culbute sans fin dans l'action.

Un peuple, ce n'est pas la simple addition d'individus isolés, confinés dans leurs petits projets et leurs gros soucis, c'est un corps organiquement articulé où chaque cellule donne aux autres et en reçoit l'influx vital. Les Wallons paient cher de ne s'être pas vus ainsi au temps de leur prospérité ; il n'est pas trop tard pour qu'ils ajustent leur vision aux reconquêtes nécessaires. La conjoncture est morose, mais tout change vite autour de nous. Le pire n'est pas plus certain que le meilleur. Le tout est de

comprendre ce qui nous arrive et de vouloir ce qui est nécessaire. C'est le moment où jamais de nous remémorer les fondateurs de Wallonie Libre jurant de poursuivre le combat dans l'immense écroulement de 1940. Nous ne sommes plus dans cette tragédie-là. Il serait indigne de fâcher leurs ombres en étant inférieurs, dans la paix, à la tâche qu'ils nous assignent par leur exemple.

Jacques Rogissart

LE COIN DU GÉOPOLITICIEN

■ **À QUOI SERT M. JAVIER SOLANA**, haut représentant de l'Union européenne aux relations extérieures ? Comme pendant les conflits de l'ex-Yougoslavie, on l'a vu courir d'une capitale à l'autre pendant la crise du Liban, sans faire avancer le règlement diplomatique d'un seul battement de cœur. À bon droit, le Président Chirac a pu opposer l'efficacité de la France en cette affaire à la "passivité" de l'Union. Se repentirait-il d'avoir cédé à celle-ci tant de pouvoirs par le traité de Maastricht ? Quand elle ne se laisse pas entraver par les nains du continent et qu'elle s'assoit résolument à la table des Grands, qui est sa vraie place, la France compte dans le monde. Puisse-t-elle se pénétrer de la vérité du message souverainiste, et pas seulement en diplomatie : en l'empêchant de mener une politique économique volontariste, les eurocrates essayent sournoisement de diluer sa vigueur dans leur soupe mondialiste.

* Justement, les candidats à la Présidence de la République semblent avoir conscience du malaise grandissant (et pas seulement en France) que suscite le néo-libéralisme européen. Il se garde bien de prôner le renforcement de l'Union et ils empruntent même certains accents du discours souverainiste. Seul le "socialiste" Dominique Strauss-Kahn n'a pas encore jugé à propos de le faire. Il est vrai qu'il est encore plus admirateur des États-Unis qu'europhile et que, pour lui, le libre-échange et la liberté maximale des conseils d'administration vont donc de soi. Saluons quand même sa franchise, mais n'oublions pas que le peuple de notre continent commence à se lasser des alternances au pouvoir qui ne changent rien à rien, sinon qu'elles préparent le pire.

■ **LA FRANCE** a raison aussi d'avoir des égards pour l'Iran. Certes, ce pays réduit par une dictature obscurantiste et, à beaucoup de points de vue, dangereuse pour la paix du monde. Mais c'est aussi la patrie d'une vieille et brillante civilisation qui ne demande qu'à reflourir et qui a de fortes relations avec la culture française, d'Abraham Anquetil-Duperron à Henry Corbin. Si le malheur voulait qu'il faille un jour en découdre avec son régime, il est nécessaire que son peuple se sente estimé pour qu'il trouve en lui-même la force de se donner un destin digne de ses meilleures traditions.

■ **LES AFFAIRES DE L'ORIENT**, Proche ou Extrême, suggèrent que nous sommes culturellement mal préparés à les prendre par le bon bout. Notre Communauté française devrait offrir des contrats aux étudiants qui se spécialisent dans les grandes langues de ces régions de la planète. Elle n'est pas riche, mais un effort en ce sens pour, disons une centaine de lauréats par an, ne serait pas au-delà de ses moyens et y serait vite très rémunérateur — à condition de lier les bénéficiaires au service public pendant une durée assez longue (il ne s'agirait pas de subsidier des candidats à la

délocalisation). Se rend-on bien compte que nos interlocuteurs de ce pays-là (et c'est vrai aussi de l'Amérique latine) préféreraient traiter avec des gens bien imprégnés de leur culture qu'avec des praticiens du *basic English* ?

■ **LE DÉCLIN DU BLAIRISME** se précipite avec l'annonce par M. Blair qu'il quittera le pouvoir en 2007. Se souvient-on qu'il y a neuf ans, on l'écoutait comme le Messie aussi bien chez les libéraux que chez les sociaux-démocrates. Son message gonflé de vent se résumait pourtant à ceci : s'accommoder de la mondialisation en distribuant quelques aides (minimes) à ses victimes. Les Britanniques ont fini par se lasser de ses beaux discours et la révolte grondait dans le "nouveau" Labour. Il n'a touché à rien de l'héritage de Mme Thatcher. Le taux flatteur du chômage a moins bel aspect quand on compare la définition d'un chômeur britannique avec celle d'un continental et surtout les conditions dans lesquelles on devient chômeur. Sur le tard, mais trop tard, le Premier ministre avait compris qu'il fallait investir massivement dans l'éducation, la santé publique et la sécurité pour se refaire une clientèle électorale. Sa politique internationale, comme celle de ses prédécesseurs, impliquait un alignement strict sur les États-Unis. Elle n'avait plus la cote d'autrefois. Certains europhiles prédisaient qu'il serait le grand entraîneur de l'Union européenne après le non français et néerlandais à la Constitution européenne. Ils se sont trompés là-dessus comme sur le reste. Ce qu'on ne peut pas enlever à M. Blair, c'est son patriotisme. «C'est le pays qui compte avant tout», a-t-il dit en prenant rendez-vous avec sa retraite politique. Une vérité dont feraient bien de s'inspirer les sociaux-démocrates du continent. Mme Ségolène Royal y semble sensible, tant mieux.

■ **LA BOSNIE-HERZÉGOVINE** est un État invisible où des populations qui se détestent sont forcées de cohabiter sous le diktat des puissances qui l'ont créé en 1999. Les États-Unis vont en retirer leurs derniers soldats, laissant aux niais européens la charge d'y maintenir l'ordre établi. Nous regretterons un jour d'avoir poignardé dans le dos nos vieux alliés serbes qui chérissaient la France. Une gigantesque campagne internationale d'intoxication avait préparé ses opinions publiques à commettre cette faute. Mais quand donc apprendrons-nous à faire travailler nos cerveaux plutôt que nos tripes en politique étrangère ?

■ **LA PAPE ET L'ISLAM** sont à couteaux tirés (c'est peut-être le cas de le dire) après le discours prononcé en septembre par le pape à Ratisbonne. De part et d'autre, pleuvent les arguments théologiques pour savoir si la religion du Prophète est violente et imperméable à la raison. C'est évidem-

ment le rôle des autorités confessionnelles, mais il ne faut pas tolérer chez nous que ce genre de controverses perturbe la paix publique. Pour cela, le gouvernement doit s'abstenir des dissertations théologiques. Il doit imposer sa neutralité. Un État laïque est pour cela la meilleure formule. La Belgique en est loin.

■ **IMMIGRATION.** Les Pays-Bas viennent de réformer leur législation pour faciliter l'expulsion des sans-papiers et des étrangers délinquants. Consultés par référendum, les Suisses ont considérablement renforcé les conditions de l'admission au titre du droit d'asile et du regroupement familial. Quand suivrons-nous ces bons exemples ?

LA CONJONCTURE POLITIQUE

■ **LES ÉLECTIONS COMMUNALES** sont le fait saillant de la rentrée. Au-delà de leur portée locale, il faut cette année les analyser aussi à la lumière de la revendication autonomiste flamande qui s'enfle avec toujours plus de virulence.

Le 17 août, le journal français *Libération* publiait une interview retentissante du ministre-président Yves Leterme. Entre autres choses, celui-ci brocardait l'incapacité intellectuelle des francophones, en ce compris la famille royale, d'apprendre le néerlandais et, tout en rappelant les principales exigences de la Flandre, réclamait la réduction de la fonction monarchique à un rôle purement protocolaire. Très gênés, les dirigeants francophones ont poussé quelques petits cris d'orfraie en se gardant d'exciter davantage le fauve. Pour le coup cependant, la président du FDF Olivier Maingain s'est détaché du peloton pour défendre... Albert II. Dire que certains le prennent encore pour un paladin de la Francophonie !

Parallèlement, la presse nordiste tirait à boulets rouges sur le prince Laurent. Le problème que pose la dynastie aux gens intelligents du royaume est donc enfin énoncé. Malheureusement, c'est par la Flandre...

La grande ombre du nationalisme flamand s'étend toujours plus vers Bruxelles et la Wallonie. Le 8 octobre a vu la progression, spectaculaire un peu partout en Flandre, du *Vlaams Belang* auquel certains prédisent le déclin parce qu'il a peu avancé à Anvers et n'a pu forcer l'entrée dans son pouvoir communal. Le *CD&V*, qui ne lui cède en presque rien sur le chapitre des revendications communautaires, est toujours en vigoureuse ascension. *Groen* / est au tapis. Le *VLD* exple d'avoir un peu trop joué le fédéraliste d'union sous la direction du Premier ministre. Quant au *SPA*, grand vainqueur notamment à Anvers, on ne sait trop comment il se positionnera entre la bizarre conception du fédéralisme de solidarité, avec moins de solidarité, prêché par son président et le flamingantisme pur et dur d'une partie de ses troupes et de son partenaire *Spirit*.

À Bruxelles et en Wallonie, l'ancrage des partis traditionnels s'est solidifié. Le PS a dû régler la facture des scandales les plus éclatants, notamment à Charleroi, mais n'a pas connu la déroute prédite par bon nombre des sondages. Il a même lieu de se féliciter de ses succès bruxellois. Même dans la capitale, la campagne n'a agité aucun thème communautaire et il n'est donc pas besoin pour nous d'en dire davantage, si ce n'est le triste constat que Fouron est définitivement perdu pour la Wallonie.

■ **LA SÉCURITÉ** est aussi malmenée par Mme Laurette Onkelinx que naguère l'enseignement. Il faut dire à sa décharge qu'aucun parti francophone et aucun ministre fédéral ne s'est attaqué sérieusement à ce problème de plus en plus angoissant. Mais tout de même, elle fait fort, tout en prétendant souvent n'avoir rien vu et rien su ! L'assassin du pauvre

Joe Van Holsbeeks reçoit la permission d'assister à un match de football ? Elle s'indigne quand l'affaire s'ébruite. 26 prisonniers s'échappent de la prison de Termonde ? Elle semonce l'administration pénitentiaire. Pour une fois qu'elle aurait pu revendiquer de la fermeté, elle ment effrontément sur un procès-verbal d'une réunion d'où il ressort que l'extrémiste turc et néanmoins citoyen belge Kimgaur devait être livré à la justice néerlandaise pour être extradé vers la Turquie. Le bruit court en Flandre que le gangster albanais Hoxha, libéré avec une confortable anticipation sur la fin de sa peine, est revenu en Belgique. Malgré l'interdiction qui lui était faite ? Au lieu de prescrire une enquête, elle tance le parquet d'Anvers. Par-dessus le marché, on a appris que les tribunaux d'application des peines prévus pour l'an prochain n'auront pas les moyens requis pour leur mission.

Pas mal de gouttes faisant déborder le vase, le Premier ministre l'a rappelée à l'ordre. À trois semaines des élections communales, son engueulade avait un petit parfum de politique politicienne, renforcé par le refus du *VLD* de maintenir sa confiance à la madone des loubards et des clandestins. Cissette au sein du gouvernement. Mais aucun parti de la majorité n'ayant intérêt à un retour aux urnes, elle se résout vite selon les rites du régime.

Reste que l'insécurité ne cesse de monter et que les politiciens les plus enclins à faire silence sur elle n'arrivent plus à dissimuler sa gravité. La Flandre est très en avance sur nous dans la prise de conscience de tous les aspects de la question. Or, il y a là un sérieux blocage, non seulement à la protection de la population, mais au redressement économique de la Wallonie et du moral des Wallons. Un des méfaits chez nous du droit-de-l'homme abusif est de présenter les crapules comme des victimes de la société. Il est grand temps de renverser la vapeur.

■ **FRANCORCHAMPS.** Il n'y avait pas de bonne sortie de cette affaire, compte tenu des bêtises antérieures. Il va en coûter au bas mot une quarantaine de millions d'euros à la Wallonie dans l'avenir immédiat. Nous maintenons que cet argent aurait été mieux employé que dans ces spectacles de cirque qui alourdissent la facture énergétique et lèsent l'environnement

■ **HUGO SCHILTZ**, président de la Volksunie de 1975 à 1979 et plusieurs fois ministre et même une fois Premier ministre est mort le 5 août. C'était à la Flandre ce que le trio FDF Lagasse-Outers-Spaak fut à la Communauté française. Pour jouir des délices du pouvoir, il oublia pas mal de choses de son programme. Son parti lui dut alors un déclin qui le mena à sa disparition. Sur ses ruines naquit et grandit ce qui s'appelle aujourd'hui le *Vlaams Belang* et les idées dont son ancien chef avait fait litière ont percolé dans toute la classe politique flamande. Quand viendra le temps de la punition pour nos actuels tripatouilleurs francophones ?

■ **UN COMLOT NÉONAZI** en Flandre a été révélé le 8 septembre par le gouvernement. 17 personnes ont été arrêtées, dont 11 militaires. Il semble qu'elles préparaient des attentats. Très bien, il fallait mettre ces voyous à l'ombre. Question toutefois : d'après le ministre de la Défense, la conjuration était détectée depuis 2004 ; fallait-il attendre deux ans pour que la main de la loi prenne les suspects au collet ? Ce qui est un peu troublant, c'est que cela se soit produit un mois avant les élections du 8 octobre et que le *Vlaams Belang* ait été officiellement montré du doigt. Ce n'est pas Wallonie Libre qui donnera un certificat de virginité à ce parti, mais qu'on ne lui demande pas non plus un excès de candeur !

Tout en félicitant les enquêteurs en cette occurrence, n'oublions pas que d'autres menaces terroristes pèsent sur nous. Or, au même moment (*Le Soir*, 07.09.06), M. Glenn Audenaert, chef de la police judiciaire à Bruxelles, jetait un cri d'alarme : il n'y a pas assez d'effectifs pour surveiller les groupes islamistes que lui désigne le parquet. Il rappelle aussi le fait bien connu que les individus de cette mouvance recrutent dans les prisons faute de locaux suffisants pour les isoler.

■ **COMPARAISON POUR LE MOINS BOITEUSE** que celle risquée par le vice-Premier ministre Johan Vande Lanotte (SPA) dans *Le Soir* du 2 septembre. Oh, il n'est pas séparatiste (dommage !), mais d'après lui la Flandre est comme la Wallonie au temps de Renard. Elle a grand besoin de réformer ses structures économiques. Or, elle en est empêchée par une union trop étroite avec un Sud qui "ne la comprend pas". Alors le bon apôtre veut l'autonomie de sa région dans ce domaine-là, sans "rompre la solidarité", via un mécanisme temporaire et transparent de transferts financiers. Cela sent le confédéralisme à plein nez. Pourquoi ne pas franchir tout de suite la ligne qui nous sépare encore de l'indépendance ? Probablement parce qu'il y a encore de bonnes choses à nous piquer.

■ **L'ÉQUILIBRE DU BUDGET DE L'ÉTAT** résulte, nous l'avons déjà écrit, de jeux d'écriture inspirés par l'inepte pacte européen de stabilité monétaire. Le gouvernement belge n'est pas seul responsable de cette imposture qui nous réserve d'accablantes surprises quand la vérité des comptes sera établie. Plusieurs de ses homologues dans l'Union européenne ont, eux aussi, triché. Mais voici qu'on vient de découvrir un trou de 883 millions d'euros dans cet exercice de fiction. Le ministre des Finances Didier Reynders incrimine son administration. Vrai ou pas ? On verra (n'a-t-

elle pas travaillé sous sa pression d'ultra-orthodoxe monétaire ?). En tout cas, il ment quand il affirme que la correction sera indolore, grâce notamment à la croissance. Les Régions et les Communautés sont discrètement invitées à faire un tour par son guichet. Elles renâclent.

Puisque nous en sommes aux comptes fantastiques du ministre, mentionnons que la Cour des... Comptes dénonce sa braderie du patrimoine immobilier de l'État. En bon néo-libéral, il vend au privé des immeubles pour des clopinettes, puis il les loue à prix d'or. Il plaide qu'il y avait d'énormes frais de rénovation. Même si c'est exact, l'opération lèse fortement en quelques années l'intérêt de la collectivité. En revanche, il a raison de dire que l'origine du scandale se trouve dans la décennie où les sociaux-chrétiens ont géré son département. Il est superflu d'ajouter que les autres partis n'ont pas été meilleurs gestionnaires de leur domaine. Il y a une révolution à faire dans les mentalités et les méthodes de la classe politique. Elle ne se fera pas dans l'État belge.

■ **LES FÊTES DE WALLONIE...** qu'en retenir ? Un discours de M. Di Rupo avertissant les Flamands que la Wallonie ne lâchera pas Bruxelles et que, si les facilités sont abolies dans les communes périphériques, la question des frontières se posera immédiatement, là et à Fournon. Ce serait très bien si l'orateur n'avait pas tenu à rappeler qu'il préfère le statu quo belge. Le plus curieux, c'est qu'il dresse un catalogue, certes incomplet, des avantages que nous donnerait l'indépendance. Qu'attend-il pour sauter le pas ?

■ **LE PLAN MARSHALL** a désormais un cinquième pôle d'activité prioritaire : le secteur du génie mécanique. C'est l'occasion de redire le bien que nous pensons de ses accents volontaristes. Il reste à espérer que le gouvernement wallon ne se laissera pas intimider par les récriminations de la Commission européenne.

■ **LA COUR DE CASSATION** vient de donner le coup de grâce judiciaire au plan de vol du ministre de la Mobilité Rennaat Landuyt en condamnant l'utilisation "excessive et dangereuse" de la piste n°2 de l'aéroport de Bruxelles-National qui répartissait généreusement sur des habitations de la capitale les nuisances sonores dont se plaignaient les riverains flamands. Fin du feuilleton commencé par l'imprudence de l'ancien ministre Isabelle Durant ? C'est à voir. Les Flamands violent volontiers le droit quand il leur est défavorable.

■ Atteint à son tour par la scandalite, le premier échevin d'Anderlecht Jean-Jacques Beelpaep (FDF) avait eu la dignité, en protestant de son innocence, d'annoncer son retrait de la vie politique. Mais coucou, le revoilà élu conseiller communal et candidat à son ancien poste. "Tout le monde chipote dans tous les collèges", a-t-il déclaré,

PETITS POTINS

avec un solide et énergique aplomb. Le bourgmestre Jacques Simonet a mal reçu le message...

■ On s'apprêtait pour une fois à donner un bon point au président du FDF Olivier Maingain qui avait refusé son aval à la liste du MR où figurait une re-

présentante du CD&V. Reconnaissons sur ce point que l'écho fait antérieurement par nous à cet incident n'avait pas lieu d'être. Hélas, on ne se refait pas. À peine élu (de justesse) bourgmestre de Woluwé-Saint-Lambert, l'intéressé a noué des contacts suspects avec un ancien cadre social-chrétien flamand. À suivre donc.

COTISATION : Attention ! Ne la payez pas deux fois ! Pour 17 euros (ou 22 euros si vous voulez apporter votre soutien), vous recevez *La Nouvelle Wallonie Libre* ET *Wallonie-France*. Versez-la sans tarder au compte n° 068-22719876 de *Wallonie-France* 4130 Tilt avec la mention "*Nouvelle Wallonie Libre*".

dans leur mode d'articulation car elles exigent le respect de la distinction entre la consonne *sonore* et la consonne *sourde*. Ces consonnes, on le sait, ont une valeur discriminante entre deux mots dont la prononciation est proche, surtout en position finale de syllabe ou de mot.

Exemples :

en français : bave [v] / baffe [f] - bague [g] / bec [k] - rab [b] / rap [p] - baise [z] / baisse [s] - vide [d] / vite [t] - bouge [ʒ] / bouche [f]

en anglais : leave [v] / leaf [f] - bag [g] / back [k] - mob [b] / mop [p] - advise [z] / advice [s] - bud [d] / but [t] - large [dʒ] / larch [tʃ]

S'il n'y a pas proximité de prononciation entre deux mots existants - donc la possibilité de faire un choix

Exemples :

en allemand	Motiv [f]	Tag [k]	Stab [p]	Sitz [ts]	Hund [t]	
en néerlandais		graag [x]	rib [p]		hond [t]	

De ces deux langues germaniques proches l'une de l'autre, le néerlandais est celle qui pousse le plus loin l'assourdissement des consonnes *sonores*. D'une part, il n'existe pas de mots terminés par les consonnes *sonores* [v], [z], [ʒ] ; d'autre part, dans deux cas, les consonnes *sonores* ([v] et [z]) se transforment en consonnes *sourdes* ([f] et [s]) en passant du début à la fin de la syllabe, et inversement, mettant ainsi l'orthographe en conformité avec la prononciation.

Exemples :

infinitif blijven [v] > radical blijf [f]
" reizen [z] > " reis [s]

nom singulier duif [f] > nom pluriel duiven [v]
baas [s] > " bazen [z]

Quelles conséquences ces articulations relâchées ont-elles sur la prononciation du français parlé en Belgique ? On le devine sans peine : baignant dans un intense environnement néerlandophone et germanophone (où les consonnes *sonores* en position finale soit n'existent pas, soit se prononcent *sourdes*, rappelons-le), les locuteurs s'exprimant en français - d'où qu'ils soient en Belgique - sont contaminés à leur insu par cet affadissement articulatoire et risquent ainsi de faire subir à leur prononciation

pour découvrir le sens de l'énoncé -, une articulation fautive (consonne *sourde* à la place d'une *sonore*, rarement l'inverse), entraînera l'incompréhension ou, au minimum, le doute.

Exemples :

Il se lève. [f] (pour : lève [v])
De la blaque ! [k] (pour : blague [g])
Une barpe. [p] (pour : barbe [b])
Des braisses. [s] (pour : braises [z])
Elle brote. [t] (pour : brode [d])
On manche ? [f] (pour : mange [ʒ])

Il en va autrement en allemand et, surtout, en néerlandais, langues qui n'ont pas jugé nécessaire d'inclure cette discrimination articulatoire dans leur système de consonnes et dans lesquelles les consonnes, en vertu de la loi du moindre effort, se prononcent *toujours sourdes* en position finale.

une altération préjudiciable à la clarté de leurs propos. Gardons-nous bien d'un tel laxisme en surveillant notre diction, sans quoi nous ne manquerons pas, nous aussi, de tomber dans ce travers et de prononcer - ou même d'écrire ! - des expressions douteuses de ce genre :

Il m'énerfe [f] (pour : énerve [v]) - Je vais à l'unif [f] (pour : univ [v]) (3) - Une route en ziczac [k] - [k] (pour : zigzag [g] - [g]) - Quelle belle baque ! [k] (pour : bague [g]) - Fais-moi entendre ce tupe ! [p] (pour : tube [b]) - Une nouvelle chemisse [s] (pour : chemise [z]) - Dis-neuf [s] (pour : dix-neuf [z]) - De A à Z [z&t] (pour : Z [z&d]) - De la salate [t] pour les malates [t] (pour : salade [d] - malades [d]) - L'équipe des Rouches [f] (pour : Rouges [ʒ]) ■

(1) Les signes entre [] font partie de l'alphabet phonétique international.

Attention : ils représentent un son et non une lettre ou un groupe de lettres. Par exemple : le son [k] peut s'écrire c, cc, ck, cq, k, kk, q, qu.

(2) NB : ne prononcer que la consonne ! Exemples : /v/ et non /vé/ - /f/ et non /fé/.

(3) Abréviation recommandée : la fac.

Francophonie, vaste programme

Petit jeu pour mieux nous connaître

Le jeu des 10 erreurs

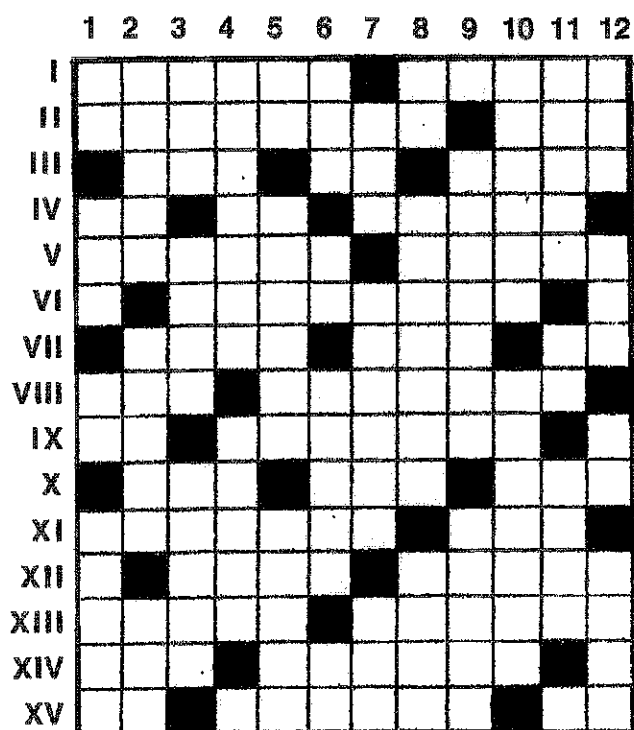
Sauriez-vous repérer les expressions régionales ou incorrectes apparaissant dans le récit suivant et les remplacer par des formulations compréhensibles d'un bout à l'autre de la francophonie ?

«Comme j'avais mal mes dents, je suis allé au dentiste. Je rentre dans la salle d'attente : il y avait deux à trois personnes avant moi, dont un enfant qui avait la clope du dentiste. Pour le rassurer, je lui ai dit que le dentiste avait bien le tour, ajoutant qu'il serait bientôt quitte de sa dent cariée. Mais j'ai

précisé qu'il n'y avait pas d'avance à se faire soigner les dents si on mangeait sans cesse des chiques... Quant à moi, une fois dans le fauteuil du dentiste, je l'ai entendu dire : "Oh la la, votre molaire, ça va de mal en pire !»

Solution des jeux p. 23

Mots croisés / n° 69 - La Fontaine



HORIZONTALEMENT

I. Premier mot d'une fable bien connue — partie du deuxième. II. Sans-papiers — Equal Rights Amendment. III. Dixième mot — Onzième mot — Pas très

clair. IV. Était donc dans la confidence — Traître de roman — Être dans l'avenir. V. Qu'il manqua — Remarques. VI. Pragmatisme. VII. Pièce thaïlandaise — Se trempa — Pour un spécialiste. VIII. Crayonna sa case — S'arrange pour que tout baigne. IX. Petit défi — Jaunes. X. Passe à Strasbourg — Étal de balles — Espion fripon. XI. Grossier — Acide de base I. XII. D'Ipanema par ex. — Liquida. XIII. Porteuse de cornette — Plante grimpante à fruits rouges. XIV. Porte des bâts — Nuançâtes. XV. Partie du septième mot — Poisson d'eau douce — Partie du cinquième mot.

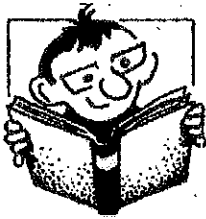
VERTICALEMENT

1. Pour la moitié — Neuvième mot — Partie du septième. 2. Ouvrage de collections — 1er britannique — Possèdent. 3. Point à l'eau — Marcherai — Suite de points. 4. Chef indien — Vient du ventre. 5. Inventeur de la ligne claire — Renard sans corbeau — Impératrice passée. 6. Humide — Article de bazar — Vilain italien — Ou Our. 7. Autres autres — Pays du Moyen-Orient — Suit tac pour bien répliquer. 8. Carrossage dans le vent — Et après — C'est sublime, quoi. 9. Dernier mot de la fable — Jeune ost. 10. Rend compte — Esquinterais. 11. Fait farine au moulin — Petite armure — Vibration d'un corps. 12. Partie du deuxième mot de la fable — Troisième — Quatrième — Partie du cinquième.

Ch. Baré

ERRATA (n° 68)

- Dans le petit jeu *Francophonie, vaste programme* (p. 16) : Il fallait lire **aumônerie** au lieu d'auminerie ; **défunt** et non défun.
- Dans l'article *Maria et l'inculture* (p.6), J.L. attaquait Mme Marie Arena, coupable de vouloir ramener de 2 à 1 période hebdomadaire le cours de dessin et celui de musique. L'indignation de l'auteur lui a fait commettre une faute de calcul. En effet, à 22 périodes par semaine, le prof aurait à instruire un total de **450** élèves et non... 900 ! C'est mieux, certes, mais encore lourd à gérer.



«Francophonie-Puissance. L'équilibre multipolaire» (*) par Michel Guillou,

Titulaire de la Chaire Senghor de la Francophonie à l'université Jean-Moulin-Lyon-III, où il dirige l'Institut

pour l'Étude de la Francophonie et de la Mondialisation (Iframond), Michel Guillou propose dans un récent essai une réflexion stimulante sur l'état et l'avenir de la Francophonie.

«*Alternative humaniste dans l'actuelle mondialisation*» (p. 7), la Francophonie promeut les idéaux républicains de liberté, de démocratie et de solidarité, auxquels elle associe le concept africain de «civilisation de l'universel», qui met en avant «l'accès à l'universel par la synthèse des différences et le dialogue des cultures» (p. 14). Elle revêt un sens à la fois institutionnel (l'Organisation internationale de la Francophonie – OIF) et spirituel (la Francophonie comme communauté de citoyens ayant le français en partage).

Après en avoir retracé l'historique (du concept linguistique à la réalité politique, de l'appel de Léopold Sédar Senghor, Habib Bourguiba, Hamani Diori et Norodom Sihanouk à «rassembler les parlants français» (1963) à la signature de la Charte de Hanoï en 1997) et avant d'en décrire l'organisation institutionnelle, Michel Guillou s'attache à en identifier les chantiers : le développement durable, le sentiment d'appartenance, la promotion du «*rêve francophone*» (p. 50), les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Et Michel Guillou d'avancer nombre de propositions concrètes pour relever ces défis, telles que, entre autres, l'organisation d'une «franco-fête» annuelle, la constitution d'un corps de volontaires, la création d'une Agence francophone pour l'Éducation, la certification de l'enseignement secondaire et des formations universitaires, l'octroi de facilités de déplacement aux citoyens francophones, notamment aux étudiants et aux chercheurs, la mise en œuvre d'une politique de soutien à la production culturelle qui s'inspire du modèle québécois, la promotion du

commerce équitable, de même que des droits de l'homme et de la diversité linguistique, le développement d'institutions de microcrédit et d'outils bancaires d'investissement et de garantie...

Enfin, Michel Guillou recense les obstacles à l'érection d'une «*Francophonie-Puissance*» (p. 131), contrepoids à l'hyperpuissance américaine et gage d'un monde multipolaire : les partisans de la globalisation, ou mondialisation marchande ; les États-Unis, qui combattent toute forme d'exception culturelle au libre-échange international ; l'Europe, dont le respect des règles pourrait empêcher l'application de préférences communautaires francophones dans la circulation des personnes ainsi que des biens et des services (notamment culturels) ; enfin, les partenaires de la Francophonie eux-mêmes (montée de l'intégrisme dans les pays arabes, enlisement économique de l'Afrique subsaharienne, question canado-québécoise...), et en particulier la France, dont l'attitude des élites (politiques, économiques et médiatiques) est jugée frileuse, voire hostile envers l'idée francophone (ainsi Claude Allègre, qui réclama naguère, en tant que ministre de l'Éducation nationale du gouvernement de Lionel Jospin, la disparition de l'Agence universitaire de la Francophonie – AUF (1) – parce que francophone !).

Au terme d'un ouvrage clair, précis et concis, Michel Guillou appelle enfin la Francophonie « à saisir la chance qui s'offre à elle » (p. 132).

Boris Coune

(*) Paris, Ellipses, 2005, 158 pp.

Notons que, depuis la publication de l'ouvrage, une nouvelle Charte a été adoptée, qui, ainsi que l'espérait Michel Guillou, confère la personnalité juridique à l'OIF, que dirige le Secrétaire général (Abdou Diouf depuis 2002), et met fin à la dyarchie OIF/Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), en substituant à celle-ci un Conseil de coopération placé sous la présidence du Secrétaire général.

(1) L'AUF est l'ancienne AUPELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française).

Vient de se créer :

Athena

Association pour la défense et la promotion des langues officielles de la Communauté européenne.

Athena, c/o Action et Défense, Commission Européenne, Joseph II 79 10/216 - 1049 Bruxelles. Tél : 0032 (0)2 29 92224, portable : 0032 (0)479 413338, courriel : Athena@swift.lu

Comité exécutif :

Président : Anna Maria Campogrande ; vice-président : Giorgio Lebedef ; secrétaire général : Carlos Sanchez Ferriz ; trésorier : Jean-Marie Rousseau ; membres : Gundolf Bosetti, Maddalena Caponi.



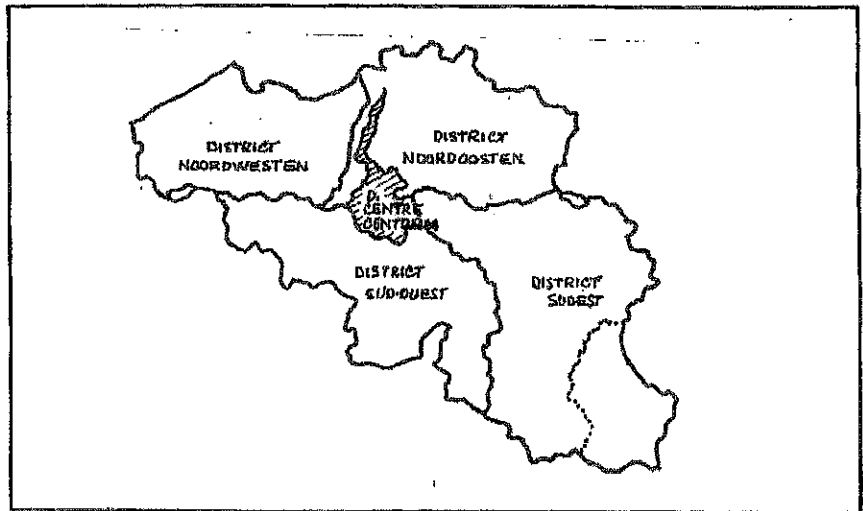
Me Jean-Claude Cavenaille

(Mons) nous communique "un point d'histoire, de petit niveau, certes, mais néanmoins révélateur". Ô combien révélateur de la coupure mentale entre les "Belges", coupure irréversible s'il en est.

«Le Rotary dit International est ce qu'on appelle un "service-club". D'origine américaine, mais peu importe. En Belgique, les clubs Rotary étaient, au début du XXe siècle, francophones, sauf quelques exceptions. Ils reflétaient ce qu'était la bourgeoisie conservatrice de cette époque. Les choses ont changé depuis, sur le plan linguistique tout au moins !

Actuellement, la Belgique "rotarienne" (avec le grand-duché de Luxembourg) est divisée en 3 Districts verticaux où se mélangent clubs francophones et flamands. Le Gouverneur, c'est-à-dire le chef du District, doit obligatoirement être bilingue.

Il y a quelques années, naquit l'idée d'un "redistricting", soit une refonte des Districts pour que ceux-ci deviennent unilingues. Cette idée fut bien accueillie tant au Sud qu'au Nord, les gens de Beveren n'allant jamais à Charleroi et ceux de Liège ne se rendant pas en visite à Hasselt. D'autant qu'il est de plus en plus difficile de trouver un Gouverneur wallon qui soit bilingue...



Un projet fut alors présenté qui remplaçait les 3 Districts existants par 4 Districts linguistiquement purs. Il fut adopté par les D. 1620 (allant de la côte flamande au sud du Hainaut) et D. 1630 (de la frontière hollandaise à la frontière française, incluant Hasselt, Liège et Arlon), mais refusé par le D 2170 (celui du milieu, allant d'Anvers à la frontière française, incluant Bruxelles et Namur). Bruxelles, en effet, posait problème.

Opgepast !!!

Il faut savoir qu'à Bruxelles, il y a 15 clubs francophones, 2 flamands et 2 dits "bilingues".

Le projet prévoyait que les clubs bruxellois rejoindraient le District

de leur choix, ce qui voulait dire que 15 clubs de la capitale feraient désormais partie de Districts exclusivement francophones. C'était inacceptable pour les Flamands !

Aujourd'hui, une nouvelle proposition est sur le tapis et elle sera vraisemblablement retenue. Elle propose non plus 4 Districts, mais 5... : 4 unilingues et un 5e bilingue, dit "centre/centrum", allant de Nivelles à Anvers et, bien sûr, comprenant Bruxelles (voir ci-dessus). De cette façon, les clubs bruxellois ne pourront pas rejoindre un District francophone, ce que les Flamands ne voulaient à aucun prix... afin de mieux flamandiser Bruxelles. CQFD !»

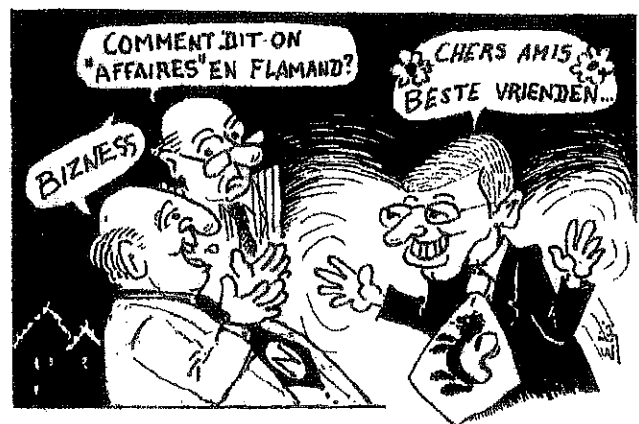
Leterme gagne le Nord

Comprenons non pas les Pays-Bas, mais le département français où Yves Leterme s'est rendu le 11 septembre pour une petite visite aussi amicale qu'intéressée ! À Dunkerque et à Lille, le «*ministre-président diplomate et consensuel*» — comme l'a qualifié le lendemain *La Voix du Nord* — a plaidé plusieurs dossiers (moitié en français, moitié en néerlandais) :

1. Il a dit non au tracé de l'A4 par Poperinghe, car «*ses voisins wallons refusent pour l'instant de voter les crédits d'étude pour un tracé proche de leur territoire*» (ndlr : affaire à suivre) ;
2. Il a opposé un refus poli à la déviation de la circulation des poids lourds de Lille vers l'E17 (Courtrai) ;
3. Il a proposé une recherche en commun des fonds européens pour accélérer le projet de canal à grand gabarit Seine-Nord ;
4. Il a suggéré de prolonger la ligne de tram Knokke-Le-Zoute-La Panne jusqu'à Dunkerque afin de promouvoir le tourisme ;
5. Il a enfin regretté «*le coup de frein mis par l'État français dans l'apprentissage de sa langue maternelle (persuadant) les élus nordistes d'intervenir auprès du ministre de l'Édu-*

cation nationale (...) De plus, a-t-il ajouté, le Conseil régional (du Nord — Pas-de-Calais) pourrait encourager financièrement l'apprentissage du néerlandais».

L'invasion de la Flandre française a donc commencé ! Soulignons le contraste entre l'énergie déployée par le ministre-président de la Flandre et la mollesse (le mot est gentil !) de son homologue wallon que, sauf erreur, on ne voit guère s'intéresser aux régions françaises voisines. Il est vrai qu'Yves Leterme agit déjà en tant que président d'un État souverain, tandis qu'Elio Di Rupo reste un féal sujet du roi des Belges.





Turbulences !

Commençons par évoquer «l'affaire Robert Redeker», ce professeur de philosophie contraint de se cacher, lui et sa famille, sous protection policière, comme dut le faire en son temps Salman Rushdie, auteur des *Versets Sataniques*.

«Face aux intimidations islamistes, que doit faire le monde libre?», s'interroge Robert Redeker (*Le Figaro* 19.09.06) : «Les réactions suscitées par l'analyse de Benoît XVI sur l'islam et la violence s'inscrivent dans la tentative menée par cet islam d'étouffer ce que l'Occident a de plus précieux qui n'existe dans aucun pays musulman : la liberté de penser et de s'exprimer. (...) Haine et violence habitent le livre dans lequel tout musulman est éduqué, le Coran. Comme aux temps de la guerre froide, violence et intimidations sont les voies utilisées par une idéologie à vocation hégémonique».

Exagéré ? Pas pour Antoine Sfeir, Libanais éclairé et directeur des *Cahiers d'Orient* (*Le Figaro*, 16.09.06 : «Non à ceux qui règnent par la terreur sur la pensée musulmane ! ») Les réactions quasi unanimes aux déclarations du pape Benoît XVI concernant l'islam posent plusieurs questions et appellent autant de réponses. Serait-il interdit désormais d'avoir un apport critique avec les religions ? Durant des siècles, intellectuels et théologiens ont engagé le fer avec les tenants du dogme. Teilhard de Chardin hier ou Hans Küng aujourd'hui connaissent de sérieux ennuis avec leur hiérarchie. (...) Cela serait-il interdit en islam ? À moins que l'on considère qu'il est interdit de parler de l'islam si l'on n'est pas musulman ! (...) Comment leur dire que les premières victimes de ce dévoiement de l'islam sont les musulmans qui dans leur immense majorité appellent à un «aggiornamento» au sein de l'islam ? Comment leur dire que les propos du pape appelaient au dialogue et à la raison ?»

Libération (30.09-1.10.06) titre en Une : «Peut-on encore critiquer l'islam ?». Sous-titre : «Un prof menacé, le pape sommé de s'excuser, un opéra déprogrammé, les intégristes utilisent tous les prétextes pour intimider».

Dans le *Corriere della Sera* (04.10.06, «Un homme, un symbole. À défendre. »), Bernard-Henry Lévy prend clairement position : «Plus tard, peut-être, je dirai ce que je pense vraiment de l'article de Robert Redeker (...) Pour le moment, le principe est simple. C'est un principe qui doit être affirmé sans nuances. On ne se dispute pas avec un homme par terre : on l'aide à se relever. On n'ouvre pas une polémique

avec celui qui — pour avoir écrit un article — se voit menacé de mort, désigné du doigt, stigmatisé : on lui tend la main, on le défend et, si l'on est un gouvernement, on le protège, lui et sa famille, et on lui offre réparation. (...) Quand je dis "l'adversaire", j'entends (faut-il le préciser?) non pas l'islam mais l'islamisme.»

Le Monde, lui, titre : «Quand l'art s'autocensure par peur du religieux — Hans Bellmer censuré. La Whitechapel Art Gallery, un important centre d'art de Londres, vient de décrocher une dizaine de dessins du grand artiste surréaliste. Motif : ces œuvres érotiques risquaient de choquer la population musulmane du quartier. Ce nouveau cas d'autocensure, touchant une œuvre sans rapport avec l'islam, fait monter d'un cran la polémique déclenchée par les caricatures de Mahomet, il y a un an et ravivée par la décision du Deutsche Oper de Berlin, le 25 septembre, de ne pas jouer l'opéra *Idoménée*, de Mozart pour ne pas provoquer la colère des musulmans. Partout dans le monde, les cas de pression religieuse sur les artistes et les exemples d'autocensure se multiplient».

L'agitation (la confusion ?) en est arrivée à un point tel qu'une conférence s'est tenue sur l'islam, le 27 septembre, à Berlin. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* titre : «Schäuble (ministre de l'Intérieur CDU) souhaite un islam allemand». Bonne chance !

Thème connexe, l'immigration. Sujet sensible, s'il en est. Ivan Rioufol, dans son *bloc-notes* (*Le Figaro*, 13.10.2006), constate : «"Nous n'avons pas eu le courage de parler de l'immigration (...) Depuis trente ans, nous subissons un phénomène sans vouloir le contrôler", a déclaré Nicolas Sarkozy, sur France Inter. Cette attitude fut celle d'une soumission collective à l'idéologie antiraciste et égalitariste, dont on commence à mesurer les effets abrutissants, y compris sur l'école.» Et Rioufol de poursuivre : «Il n'est plus concevable de continuer ainsi. Cette semaine, on apprenait qu'une lycéenne de Lyon, qui mangeait un sandwich pendant le jeûne du ramadan, avait été lapidée durant la récréation par quatre garçons.»

"Mon opinion est celle du peuple français", a répondu Ségolène Royal à propos de la Turquie en Europe. Aura-t-elle le courage de reprendre l'argument pour l'immigration ? Seule la démocratie d'opinion osera dire : "Stop !". Les "gaullistes" pourraient, avec Michèle Alliot-Marie ou Dominique de Villepin, présenter un candidat en 2007 face à Nicolas Sarkozy. Mais les a-t-on jamais entendus braver la loi du silence ? Au moins, Sarkozy ose ... »

Autre son de cloche dans *Le Monde* (14.10.06), où Philippe Bernard écrit : «Des tirailleurs à la racaille — Voilà bientôt un an, la France tressaillait au spectacle de ses propres "indigènes" des cités incendiant des voitures. Elle applaudit aujourd'hui la

réhabilitation de leurs aïeux, héros de la Libération et du film de Rachid Bouchareb. De même, le gouvernement entend honorer les anciens tirailleurs en revalorisant leur pension, tout en multipliant les expulsions d'immigrés, leurs descendants. Raccourcis hâtifs? Schizophrénie? Ni l'un, ni l'autre : le mépris où ont été confinés les anciens combattants noirs et arabes, et la peur que suscitent les enfants d'immigrés ont une source commune : le refoulement d'une histoire coloniale qui a toujours mêlé violence et bons sentiments. L'impérialisme français a toujours — et de façon singulière — traité ses colonisés "à la fois en frères et en sujets", a ainsi analysé Hannah Arendt. L'anthropologue Jean-Pierre Dozon a montré à quel point cette grille de lecture s'appliquait à l'ensemble des relations franco-africaines, de Colbert à la Ve République.

Place à la musique ! Jean-Michel Thénard (*Libé*, 13.10.06 «*Un goût de démagog*») estime que : *En France, il arrive que les révolutions se terminent en fête nationale. Les révoltes n'en sont pas encore là, mais alors qu'approche le premier anniversaire des émeutes de banlieue, le Ministère de la Culture ouvre les portes du Grand Palais aux cultures urbaines. Hier rebelles, aujourd'hui fêtées, elles auraient tort de boudier leur plaisir, après plus de vingt ans d'existence et aucune reconnaissance d'ampleur. Et le public de se priver du bonheur de voir sur scène, entre autres invités de la République, les rappeurs accusés par une partie de la droite d'être à l'origine des événements de l'automne dernier.*

La presse française commence à s'intéresser vraiment à la déliquescence de la Belgique. Jean Quatremer a resservi le plat dans *Libé* (07-08.10.06). Après l'interview fracassante de Leterme parue le 17 août, le journaliste a parlé de «*la Belgique au bord de l'extrême*» où il décrit la menace du VB dont le programme xénophobe s'est inspiré du FN de Le Pen et l'intention accrue des nationalistes flamands de lâcher «*le boulet financier wallon*». De son côté, Liliane Sichler, envoyée spéciale de *Marianne* (07-13.10.06) a titré «*La Belgique face à ses démons*». L'analyse est souvent lucide et met le doigt sur une situation devenue ubuesque, par exemple, lorsque la querelle flamando-francophone à propos des survols de Bruxelles, a obligé la société allemande DHL à s'installer à Leipzig. Une conclusion inattendue toutefois : la seule différence entre le Flamand et le Wallon serait dans leur préférence vineuse : le premier ne jurant que par le bordeaux et le second, par le bourgogne. Bref, «*l'homme de la rue belge*», un bambocheur pas bien méchant ! Un peu mince, Madame !

Claudio OPASSICH



ÉCHOS DE FLANDRE

Octobre 2006

**Des Flamands
parlent
aux Flamands**

Joël Goffin

On ne peut que s'étonner ou sourire de l'analyse naïve de la plupart des médias flamands qui a suivi les élections du 8 octobre. Celle-ci relève davantage du "wishful thinking" ou de la méthode Coué. Ainsi, Peter Vandermeersch dans le *Standaard* (10.10.06) ne peut s'empêcher d'exulter : «*Pour la première fois en 13 élections, le Vlaams Belang n'est pas à la fête. Bien plus, il a perdu des voix par rapport au scrutin de 2004. Dans trois villes d'une importance symbolique, la montée de l'extrême droite est pour le moins chahutée. Tout à coup, le parti qui se trouve depuis 20 ans au centre du débat politique paraît moins invincible qu'annoncé*». Et de voir une lueur d'espoir dans le fait que les électeurs, que ce soit à Anvers, Gand, Malines, Bruges, Ostende, Louvain ou Hasselt, ont récompensé une saine gouvernance. Peter de Backer (*Nieuwsblad*, 10.10.06) estime que «*quand l'électeur est satisfait, il le fait savoir. La bonne gestion a été récompensée, y compris à Gand où même le VLD tient encore le coup*». Mais il s'agit en l'occurrence d'une comparaison vicieuse de deux modes de scrutin totalement différents, voire opposés. Aux élections municipales, l'électeur choisit davantage une personne de proximité, un candidat qu'il connaît personnellement, parfois indépendamment des idées qu'il représente. Le côté affectif prend le pas sur la doctrine et les enjeux à long terme.



Yves Desmet, dans le *Morgen* du même jour, écrit, dans la précipitation, que la croissance du *Belang* est

stoppée dans les grandes villes flamandes. Eric Donckier se fait même péremptoire (*Belang van Limburg*, 10.10.06) : «*Le Vlaams Belang a atteint son plafond*». Des affirmations gratuites, surtout quand on sait que l'électorat est de plus en plus volatil, passant d'un parti traditionnel au *Belang* pour le moindre fait divers.

Stefaan Huysentruyt (*Tijd*, 10.10.06), pour sa part, se fait plus modéré dans ses commentaires. Il est proche de la vérité : «*Une hirondelle ne fait pas le printemps, sûrement pas durant l'automne du gouvernement violet*».

Il faut savoir que le *Belang* a toujours réalisé de meilleurs scores aux élections fédérales qu'aux municipales. C'est normal, puisqu'il se trouve alors sur son terrain de prédilection : la survie de la Belgique, la défense sans concession du sol flamand (BHV), les avancées en matière institutionnelle, le tout sur fond d'errements grotesques du pouvoir fédéral, comme on l'a encore constaté tout récemment dans le domaine de la Justice et des Finances.

Mais le 8 octobre, tous les regards étaient tournés vers Anvers, la capitale emblématique du mouvement flamand qui a vu grandir le *Vlaams Blok* comme une mērue.

Luc Rademakers (*Gazet van Antwerpen*, 10.10.06) fait remarquer que «*dans son berceau, le Belang a reçu un uppercut au moral : ce parti peut donc être vaincu*».

Luc Van der Kelen, l'éditorialiste chevronné du *Laatste Nieuws*, n'a pas manqué de rappeler que Patrick Janssens, ce génie de la communication et du marketing, avait promis qu'il serait le cauchemar de Filip Dewinter. Un objectif atteint, selon lui, même si l'on sait que le chef de file SP.A, tout aussi démagogue que Dewinter, a principalement phagocyté ses alliés. En effet, les principaux partenaires de la «*monstercoalitie*» ont perdu des plumes. Le *Belang* gagne quant à lui quelques voix.

Janssens a mené une campagne quasi présidentielle en faisant le moins de références possibles à son parti; le SP.A. Bob Cools, l'ancien bourgmestre socialiste de la Métropole, va dans ce sens tout en donnant une explication lucide de cette victoire inespérée (*Knack*, 11.10.06) : «*Les médias ont superbement collaboré au succès de Patrick Janssens, mais celui-ci ne doit sûrement pas oublier son parti. Car le Blok n'est pas encore éliminé, hein !*» L'analyse correcte de ce scrutin aurait consisté à dire que le *Vlaams Belang* ne recule pas à Anvers. Dans la proche banlieue de la Métropole, où le vote allochtone est moins déterminant, on le voit progresser sensiblement. Des observateurs pensent que les voix des allochtones ont vraisemblablement remplacé à Anvers celles des ouvriers, l'électorat historique des socialistes. Après s'être incrusté dans les grandes villes flamandes, il a entamé son implantation durable dans les campagnes, comme jadis le

CVP. On le constate dans le Limbourg, province de prolétaires par excellence, où le *Belang* double ses voix à Hasselt (13,92 contre 7,81) et augmente fortement à Genk (16,64 contre 10,06). Dans la périphérie bruxelloise, *Knack* estime que l'on s'achemine tout doucement vers une confrontation entre le *Vlaams Belang* et les francophones. À Vilvorde, le fief du populaire Jean-Luc Dehaene qui avait pris langue avec les francophones, le *Belang* passe de 13,24 à 21,86% ! Dans l'ensemble de la Flandre, par rapport aux élections communales de 2000, les gains du *Belang* sont substantiels, allant de 5 à 10%, avec des pointes frôlant les 15% ! Au total, le parti nationaliste a gagné 6,5%, soit plus que le CD&V pourtant annoncé comme le seul grand vainqueur de ce dimanche d'octobre.

Le VLD, le parti du Premier ministre, est évidemment le vrai battu de ce scrutin. Pourtant, son président Bart Sommers, fort de son bon score à Malines, a commis une erreur magistrale en réglant ses comptes personnels avec Jean-Marie Dedecker. Le bouillant judoka du littoral avait remporté 38% des suffrages contre Somers lors des élections présidentielles du parti libéral. Il a commis le crime de jouer avec les pieds d'un ami personnel de Somers, l'ancien *Volksunie* Bart Tommelein, tête de file VLD à Ostende. De nombreuses voix au sein du VLD se font déjà entendre pour protester contre l'éviction d'un des hommes politiques les plus populaires de Flandre, une véritable machine à voix. Aux dernières nouvelles, il ne serait pas question pour Dedecker de rejoindre le *Belang*, ni même VLOTT, le particule de son vieil ami Hugo Coveliers qui a tout de même recueilli 13.623 voix de préférence à Anvers. Il envisage de créer un vrai parti libéral, c'est-à-dire un parti clairement ancré à droite, fort éloigné du libéralisme social cher à Guy Verhofstadt et Louis Michel.

Pour l'anecdote révélatrice, citons les propos désabusés de la rédactrice du *Standaard* Mia Doornaert (site www.doorbraak.org) qui se demande bien pourquoi la VRT fait, jour après jour, la propagande du *Vlaams Belang* : «*Depuis des années, nos médias publics ont purement et simplement interdit le mot "Belgique". Tout est devenu "flamand" : la côte, le sport, la politique, l'art. Le message qui ressort de cette demande très politique et très consciente, c'est que la Belgique n'est pas un État légitime. Et ce message ne peut apporter du grain à moudre qu'au seul parti qui a inscrit à son programme l'éclatement de cet État*». Et la journaliste d'ajouter : «*En disparaissant, la Volksunie a contaminé tous les grands partis qui eux-mêmes, ou via leur partenaire de cartel, appuient désormais un crypto-séparatisme masqué sous le mot confédéralisme. Mais comme les médias et les subsides culturels dépendent de ministres nationalistes flamands (ndlr : les ministres de l'Audiovisuel Geert Bourgeois et de la Culture Bert Anciaux), il est plus prudent d'éviter ce thème*».

Enfin, le *Laatste Nieuws* (10.10.06.) — après avoir constaté avec une pointe de dépit que le PS de Di Rupo, au pénétrant parfum de scandale, a été trop peu sanctionné par l'électeur wallon — n'a pas raté l'occasion de faire sa manchette de l'interview de Daerden, ce monument du folklore politique wallon : *«Le passage du ministre wallon Michel Daerden (PS), en état d'ébriété sur les antennes des télévisions francophones, n'est pas passé inaperçu. Daerden a visiblement fêté plus que de raison sa victoire à Ans et ses analyses "imperturbables" ("nuchter" signifie également "niais" et "à jeun") connaissent également un succès sur internet».*



ÉPINGLE DANS LA PRESSE

Leterme, un raciste ?

La brutale mise en cause des capacités intellectuelles des francophones par le ministre-président de la Flandre (cf. *Libé*, 17.08.06) a, comme on le sait, soulevé moult réactions indignées.

Pour sa part, M. Olivier Maingain, président fraîchement réélu du FDF, a préféré joindre l'acte à la parole en déposant plainte pour "acte de racisme". La Cour d'appel de Bruxelles peut-elle recevoir la plainte ? On verra. En cas de refus par cette instance belge, M. Maingain entend saisir la Cour européenne des droits de l'homme qui, soit acquittera l'auteur des propos incriminés, et la Flandre s'en réjouira, soit le condamnera et la Flandre grincera des dents ! Dans un cas comme dans l'autre, ce sera un clou de plus dans le cercueil de la Belgique.

Qui veut trop prouver...

Dans une carte blanche (*Le Soir*, 25.08.06), un journaliste flamand Luckas Vander Taelen, a tenté de se démarquer d'Yves Leterme et de ses propos malsonnants. Histoire de montrer qu'il y a encore au moins un Flamand qui se sent belge ! Mais voilà, pour étayer ses dires, Luckas a été bien forcé d'avouer :

1. la réaction unanime des médias flamands en faveur de Leterme : *«Personne en Flandre n'a l'air choqué que le ministre-président offense nos compatriotes francophones par des clichés populistes»* ;
2. l'étonnante persistance des préjugés flamands à l'égard des francophones ;
3. l'éviction déjà ancienne du journal *Le Soir* de la revue de presse de la VRT (radio-télévision flamande), signe indéniable de la «diabolisation des autres» ;
4. l'incompréhension de l'inquiétude des francophones lorsque Leterme *«se demande ce qui nous lie encore dans ce pays»* ;

5. l'absence de curiosité envers la culture française, *«pourtant enrichissante (qui) laisse l'élite politique flamande de glace»* ;

6. la complaisance du ministre-président envers les "durs" flamands qui cherchent à éliminer les facilités linguistiques dans les 6 communes de la périphérie bruxelloise ;

7. la diminution de la tolérance envers *«les étrangers et les allochtones»*.

«Et c'est ainsi que le ministre-président légitime de manière tacite (sic) l'insupportable nationalisme flamand». Insupportable ? Ça dépend pour qui. "Le trop d'expédients peut gâter une affaire", disait justement le bon Jean de La Fontaine. N'est-ce pas, Luckas !

Affaire Leterme (ter)

Épinglons deux réactions lucides de lecteurs du *Soir*. Le 21 août, M. Luc Jacobs disait son étonnement devant la méconnaissance de la Flandre profonde de la part des Wallons : *«Le fait qu'au moins 65 à 75% des Flamands votent pour un des partis qui ont l'indépendance ou le confédéralisme dans leurs statuts devrait leur ouvrir les yeux».* Devrait, dit prudemment M. Jacobs ! Mais pourquoi les francophones ne comprennent-ils pas ? Notamment parce que le bourrage de crâne est voulu, organisé par les partis traditionnels du "sud du pays". L'intox était même amplifiée une semaine plus tard par un Elio Di Rupo, prébendier en chef du Système, pour lequel *«la Belgique, ça compte !»*

Le 28 août et en quelques phrases, Joël Goffin allait droit au but :

«Yves Leterme nourrit la noble et légitime ambition de devenir le premier président de la Flandre indépendante, d'entrer dans l'Histoire par la grande porte, d'être le Václav Havel de son peuple, de s'asseoir à la table des grands, à côté du Premier danois, du Premier britannique, du Premier hongrois, etc. C'est aussi simple que cela. Et il a bien raison. Il veut jouer dans la cour des grands, pas dans le bac à sable belgo-belge».

Philippe de Bruxelles

Philippe... le Prince ? Non, l'autre, Philippe Moureaux qui, le 30 août dernier, a fait une bien curieuse comparaison. Répondant au *Soir*, et après avoir copieusement étrillé le MR, il déplorait *«la grande erreur des francophones (qui) se lancent dans de grandes déclarations d'animosité, de haine, de rejet (alors qu') à un moment, il faudra quand même se parler. Quand je vois, continuait-il, que l'on négocie même entre Israël et le Hezbollah par personne interposée, je me dis qu'il n'est pas sérieux de dire que l'on ne parlera jamais avec le CD&V».* Vous avez bien lu : par personne interposée. Cela voudrait-il dire que, demain et afin que se parlent Flamands et francophones, il sera nécessaire d'aller chercher un Monsieur ou une Madame Bons offices au-delà des frontières du cher petit royaume ?

Pourquoi pas, en effet, au train où vont les choses ? Il nous est revenu que Flupke Moustache voudrait lancer bientôt un appel aux candidatures étrangères. Avis aux amateurs de sensations fortes.

«Nous élitons, nous délitons...»

ironisait le talentueux Marc Moulin dans son billet d'humeur de *Télémostique* (04.10.06) ; il nous confiait ses doutes quant aux changements promis : on allait voir valser les têtes des parvenus, on allait réglementer les mandats (surtout les juteux !), on allait encore...

Hélas ! *«les promesses, faites par Shirley Milquet et Dino Di Rupo, ne connaissent pas le moindre commencement d'exécution»* en dépit des efforts du ministre Courard (PS).

En clair, non seulement "on" n'a rien réglé, mais *«la principale cause (des affaires) ne sera pas supprimée»*. Pourquoi ces échecs ? se demandait Marc Moulin. Parce que *«la Belgique francophone n'est le plus souvent demandeur ni de propreté immaculée, ni de nouvelles aventures politiques. Il préférera toujours se fidéliser à ceux dont il estime qu'ils occupent pour toujours les institutions. À charge pour ces derniers de privilégier en retour cet électeur modèle. En Wallonie-Bruxelles, on ne vote pas pour mettre des politiques au pouvoir, on vote pour ceux qui détiennent le pouvoir. C'est sans doute la plus drôle des histoires belges»*.

Un Sommet francophone et un Flamand

«Il n'y a aucune raison pour que l'État belge soit représenté par un Flamand au Sommet des pays francophones où la Belgique détient une place de choix aux côtés de la France, du Canada et du Québec et de l'Afrique centrale et orientale», constatait Diagnostic (octobre 2006).

C'est pourtant bien le Premier ministre fédéral Guy Verhofstadt, bon Flamand sauf erreur, qui a pris le chemin de Bucarest !

«Les francophones du gouvernement fédéral — qui est paritaire — sont-ils à ce point amortis qu'ils ne puissent exiger que la représentation de l'État soit assumée par leur vice-Premier ministre ou vice-Première ?». Il est toutefois juste de signaler que Mme Arena, présidente de la Communauté française, accompagnait notre Guy national. Sur le fond de l'affaire, signalons encore qu'en bon libéral, Verhofstadt considère l'éducation comme une "marchandise", ce qui est absolument contraire à la position de la Communauté française qui entend bien voir le secteur éducatif rester un service public. *«Marie Arena l'a d'ailleurs critiqué vertement en remarquant que Verhofstadt n'avait qu'à défendre son point de vue à l'Organisation Mondiale du Commerce et non au Sommet francophone»*, d'autant qu'en Belgique, l'éducation n'est plus du domaine du fédéral.

Enfin, concluait Diagnostic, *«imagine-t-on un ministre francophone représenter la Belgique au sommet*

des trois ou quatre pays néerlandophones ? Poser la question, c'est y répondre !». En effet...

Nouveaux ambassadeurs

«Le mouvement diplomatique belge en 2006 est désormais connu», nous apprenait *La Libre* (17.09.06). Belge ? Peut-être vu de Sirius, mais vu de plus près...

Sur 33 nouveaux ambassadeurs ou consuls généraux, 22 sont des fils et des filles de mère Flandre. Mieux, ils/elles occuperont des postes de première importance : Berlin, Tokyo, Washington, La Haye (admettons!), Pretoria, Vatican, OTAN et Strasbourg (près l'Europe). En outre, les consulats généraux de Lubumbashi et Jérusalem leur reviennent.

Mais tout n'est pas perdu, Londres et Ottawa sont dévolus à des diplomates francophones.

Du côté des pays de l'Est européen, les Flamands se sont taillé la part du lion (si l'on peut dire) en emportant les places de Varsovie, Vilnius, Bratislava, Kiev et Helsinki. Lot de consolation : un francophone sera en poste à Budapest.

Remarquons encore que 5 pays musulmans accueilleront des diplomates francophones : l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, la Libye et le Pakistan. Il n'y a que la Malaisie qui devra se satisfaire d'un ambassadeur flamand.

Conclusion il y a fort à parier que 11 diplomates penseront Belgique et 22 penseront Flandre en priorité. C'est ça le *Belgoland*, comme dit Père Ubu.

Une royauté flamandisée jusqu'à l'os ?

La Libre (13.09.06) a reproduit deux avis sur la monarchie. Le premier est de M. P. Verschueren, *«Flamand, bilingue et tout à fait francophone»*, qui pense que *«les préventions de très nombreux Flamands à l'égard de la famille royale disparaîtront le jour où (elle) adoptera le néerlandais (en public et en famille) (...) La Belgique vaut bien une langue, mais il aurait fallu s'en apercevoir plus tôt»*.

Un peu tard, en effet, lorsqu'on sait que beaucoup de compatriotes de M. Verschueren sont maintenant devenus républicains.

De son côté, M J.-M. Charles réagissait à un reportage de la RTBF sur la famille royale ; il estimait que *«la cause du rejet de la personne du prince Philippe est malheureusement politique et physique (...) Que la Flandre veuille attaquer le maillon faible du mourant système féodal qu'est la monarchie, est-ce vraiment hors du courant intellectuellement évolutif de notre monde ? »*. Quant au doute sur la capacité du prince *«à diriger le pays, n'est-il pas tout simplement dû au fait que les citoyens ne veulent plus être dirigés par le seul critère du sang bleu ?»*. Bien vu et bien dit. Il faut maintenant que de nombreux Wallons sortent de leur Ancien Régime mental.

J. Liénard

Nationalisme flamand : le vent en poupe

La progression simultanée du CD&V/NVA et du Vlaams Belang au scrutin du 8 octobre indique tout le sérieux et la portée en Flandre des mémorables propos d'Yves Leterme (cf. Libé 17.08.06).

«**Merci, Monsieur Leterme**» titre Stéphane Renard (cf. son édito dans *Le Vif/L'Express*, 20.08.06), ajoutant : «sa franchise, si elle assombrit l'horizon politique, clarifie le jeu. Le Premier flamand n'a rien dit d'autre que ce que pensent un nombre croissant de nos concitoyens du Nord.»

Et les citoyens du Sud répondent, de manière ô combien pertinente, dans le n° suivant du *Vif/L'Express* : «Voyez-vous, M. Leterme, vous n'avez pas besoin de la Belgique, vous n'avez pas besoin des francophones. Eh bien, nous n'avons pas besoin de votre langue. Bien sûr qu'être multilingue aujourd'hui est une obligation. Nous parlons l'anglais et nos enfants apprendront une 3e langue européenne» (A. Paternostre, Hannut).

M.R. Geoffroy précise : «Je viens d'apprendre qu'intellectuellement, je suis incapable d'apprendre le flamand. Et cela est bien vrai, j'ai appris le néerlandais, l'anglais et l'espagnol, mais le flamand, j'en suis incapable tant cette langue est riche. En effet, qui prétendra que le "zievereer" de Geel parle la même langue que le pêcheur de crevettes d'Oostduinkerke ou l'artisan d'Audenarde.» Et parler le néerlandais scolaire vous ostracise en territoire flamand, l'expérience le démontre.

Le cancer se généralise

La Libre (10.10.06) veut ouvrir les yeux : «Si on compare froidement les chiffres, on note que le Vlaams Belang croît substantiellement partout en Flandre. Ainsi, le nombre de conseillers communaux estampillés VB a quasi doublé en 6 ans ! La tendance est la même au niveau provincial. Difficile de conclure à une défaite du Vlaams Belang qui reste la 3e force politique très bien implantée en Flandre, derrière le CD&V et le SP.A/Spirit (...) Dans toutes les communes de la Flandre profonde (...), le Vlaams Belang a réussi sa percée, parfois impressionnante. Soit autant de métastases d'un cancer qui se généralise sournoisement dans tout le Nord, jusque dans les plus petites localités a priori épargnées par les "problèmes" (insécurité, immigration...)).»

La presse étrangère s'inquiète

La Libre du même jour relève encore que «les correspondants étrangers s'étonnent des réactions de la presse belge face aux résultats du vote, estimant très souvent que les Belges (comprendons francophones) sous-estiment largement le danger qui les guette. Pour Jean Quatremer, de *Libération* : «On s'enthousiasme un peu vite du score du VB (...) car le parti de Filip Dewinter, s'il n'a percé nulle part, continue d'enregistrer de fortes progressions avec des pics par endroits de 10 à 15%.

Un constat partagé par son confrère Roland Sieglhoff de l'agence de presse allemande DPA qui déclare que "pareille situation serait impensable en Allemagne".»

Konrad Niklewicz, du quotidien polonais *Gazeta Wyborcza* va dans le même sens, dressant un constat alarmant : «un tiers des électeurs flamands accorde leur confiance à un parti d'extrême droite lors d'un scrutin qui a également désavoué le VLD, le parti au pouvoir, et ce au profit du CD&V et de son président Leterme pour qui la Belgique "n'est pas une valeur en soi"».

En déclarant tout haut ce que pensent et veulent la majorité des Flamands, leur ministre-président a réussi à redonner au parti démocrate-chrétien flamand sa première place. Et, comme le souligne *La Libre* (16.10.06), l'appétit de Leterme pour le poste de Premier ministre belgo-flamand se précise. Dès lors, ce serait un changement d'attitude opportuniste. Il se fera dorénavant cauteleux. La presse nous apprend d'ailleurs qu'il «lance une opération de séduction à l'égard des francophones et des Wallons qu'il s'apprête à rencontrer à l'occasion de visites répétées dans le sud du pays».

L'impréparation wallonne et bruxelloise

À Bruxelles, Jacques Simonet, dans une interview publiée par *La Libre* (06.09.06), «demande une plus grande cohésion entre les francophones pour 2007 et réclame l'intransigeance, sans l'arrogance du Nord». Puis, il insiste : «D'abord, il faut se mettre très vite à table, car la négociation après l'élection de 2007 sera inéluctable. Or, si les revendications flamandes sont connues, nos exigences le sont moins (...) Pour l'heure, l'état d'impréparation est total : une concertation intrafrancophone s'impose d'urgence pour avancer un socle minimum d'exigences aux Flamands et, en particulier, à Yves Leterme. L'arrogance du Nord ne nous surprend pas (...) L'alle flamande du gouvernement régional bruxellois est le cheval de Troie de la Flandre. (...) Il est temps que M. Picqué, ministre-président de la Région de Bruxelles, revienne sur terre (...) il faut qu'il abandonne la politique du chien crevé au fil de l'eau (...) Mais il y a autre chose qui me fait craindre pour l'avenir du pays : on est entré dans une sorte de séparation basée sur le pognon».

Or, comme le rappelait fort bien Olivier Maingain dans *La Libre* (22.09.06) : «On n'échange pas des droits contre du fric. Les deniers de Judas, c'est fini». Affaire d'identité et de dignité.

À la réception des Fêtes de Wallonie à Namur, E. Di Rupo fut clair : «Nous ne laisserons jamais tomber Bruxelles (...) C'est la capitale de l'Europe renforcée par une Wallonie dynamique. Bruxelles et la Wallonie sont deux entités parfaitement complémentaires, également utiles l'une à l'autre (...) Remettre en cause les facilités, c'est accepter la renégociation de la frontière linguistique. C'est permettre aux Wallons

des Fourons de regagner la Wallonie et aux francophones de la périphérie d'intégrer la Région de Bruxelles ...» Bien parlé, M. Di Rupo. Maintenant, il faudra accorder les actes aux paroles, d'autant que la présence francophone dans la périphérie se renforce !

M. De Mideleer

Un vent frais venu de l'Est

Quasiment pas lu par les zéloteurs de la Belgique profonde (en d'autres termes, les bons belgicains qui pérorent dans l'abstraction sur la cohésion de leur pays idéalisé), le journal *Grenz-Echo*, seul quotidien belge de langue allemande, vient de relater à la une du 18 octobre dernier un cas de *désobéissance civile* dont "s'est rendu coupable" le bourgmestre de la commune germanophone de Lontzen (entre Welkenraedt et Plombières). Après avoir lu la traduction ci-dessous de l'article en question, vous aurez compris, je crois, que le délit (le crime ?) commis par l'intéressé mérite non seulement l'acquittement, mais, en plus, des félicitations pour son bon sens et son courage.

«Convocation électorale délivrée en français Lontzen : Lecerf n'a pas respecté les instructions

Répondant à une interpellation du groupe Écolo lundi soir au conseil communal de Lontzen, le bourgmestre a reconnu qu'il n'avait pas respecté sciemment les instructions du commissaire d'arrondissement en faisant délivrer la convocation électorale en langue française aux citoyens francophones de sa commune. M. Lecerf a justifié sa désobéissance civile en déclarant : "Il est un fait que nous sommes une commune bilingue, et je ne peux pas comprendre que les concitoyens francophones doivent d'abord se présenter à la maison communale pour obtenir leur convocation électorale dans leur langue maternelle. On pourrait éviter tout le cinéma autour de la question linguistique si l'on rédigeait ces documents dans les trois langues nationales". L'attitude du bourgmestre, dont on peut se demander si elle est en accord avec les lois en vigueur, a été approuvée par tous les groupes politiques.»

Voilà une cinglante leçon de démocratie active qu'un "petit maire" germanophone s'est permis de donner à de "grands ministres" régionaux flamands ! Quand ces derniers cesseront-ils de rendre la vie impossible aux citoyens francophones de la Région bruxelloise en matière administrative ? Un exemple à méditer, à diffuser et à encourager.

P. Mélot

Pour gagner quelques heures ?

«Le vote "papier" est obsolète. Vive le vote électronique !», assènent les modernistes. Certains en doutent, tels les membres du groupe PourÉVA (<http://www.poueva.be>) dont la préoccupation est d'assurer la plus rigoureuse transparence du vote automatisé (cf. *Le Soir*, 07.10.06).

Depuis une quinzaine d'années, le gouvernement cherche à : 1. se passer des assesseurs (parfois difficiles à trouver, il est vrai) ;

2. gagner du temps dans l'annonce des résultats ;

3. réduire le coût des opérations électorales.

Un gain de temps ? C'est douteux, car le système informatisé s'est plus d'une fois révélé peu fiable, ce qui a suscité des plaintes.

Un gain d'argent ? C'est faux, puisque l'équipement en machines coûte des dizaines de millions d'euros. L'Irlande a d'ailleurs préféré en revenir au vote papier qui revient trois fois moins cher.

Enfin et surtout, l'outil informatique, qui supprime les assesseurs — et les témoins de parti ! —, ne permet plus un contrôle démocratique du scrutin. Il en laisse la responsabilité à des techniciens (assermentés ?).

Jusqu'à présent, la contestation de ce système est restée sans réaction des politiques. PourÉVA, c'est d'autant plus curieux que des élus de tous les partis avaient déjà exprimé des réticences à ce sujet.

Le vote électronique pose sans nul doute un problème de fond, puisqu'il prive les citoyens de toute possibilité de contrôle des opérations électorales.

Solution du jeu de la p. 14

J'avais *mal mes dents* : mal aux dents
Je suis allé *au dentiste* : chez le dentiste
Je rentre dans la salle d'attente : j'entre
Il y avait *deux à trois personnes* : deux ou trois personnes
Un enfant qui avait *la clope* : qui avait peur
Le dentiste avait *bien le tour* : savait s'y prendre
Il serait *quitte de sa dent* : débarrassé de sa dent
Il n'y avait *pas d'avance* : il n'y avait pas d'avantage
Manger *des chiques* : des bonbons
Ça va *de mal en pire* : de mal en pis.

Solution du n° 68

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	F	E	R	N	A	N	D	E		P	O	N	T
II	E	R	E		C	O	P	U	L	A	M	E	S
III	M	A	R	G	O	T		M	A	R	I	N	E
IV	M	I		O	R	A	G	E		A	S	E	
V	V	E	L	I	R	E		E	S	O	P	E	S
VI		L	O	I	S	I	R		C	L	P	E	
VII	D	U		L		G		S	E	U	R	A	T
VIII		R	A	L	I	N	G	U	A	I		P	E
IX	H	E	L	E	N	E		E	N	E	R	I	
X	E		E		V	E	N	U	S		I	L	S
XI	C	A	S	A	I		I	R		L	O	L	O
XII	T	R	A	I	T	R	E	S	S	E		O	U
XIII	O	M		G	A	I	N		T	O	N	N	E
XIV	R	E	P	U	T	A	T	I	O	N		S	S

Wallonie-France

Rédaction:

49B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège
Tél. + fax: 04 253 26 47

Rédacteur en chef: Jacques LIÉNARD

Secrétaire de rédaction:

Adrien LAURANT — tél. 085 51 25 52.

Secrétaire adjoint: Boris COUNE

Composition et mise en page:

Monique WESMAEL

Trésorier: Jacques BONNIVERT

tél. 04 388 20 90.

Éditeur responsable:

Jacques-Yves CHARLIER,
34, rue de la Baume,
4470 St-Georges s/Meuse
Tél. + fax: 04 275 36 20
GSM: 0477 29 63 24.

Correspondant en France:

Pierre MÉLOT, Le Barsac, 07230 Payzac
Tél. 0033 (0) 4 75 39 99 32.

Avec la collaboration de

Mme Edwine FASTREZ;

MM. Pierre BERTRAND, CHANTECLER,
Cédric CHOPIN, Jacques DEHAES,
Marc DE MIDDELEER, Guy DENIS,
Paul DURIEUX, Joël GOFFIN,
Patrick HEUSCHEN, Pierre HUPET,
Daniel JOZIC, Michel LEMMENS,
Michel MARTENS, Pierre-René MÉLON,
Pierre MÉLOT, OCULUS,
Claudio OPASSICH, André PATRIS,
Marc PHILIPPE, Georges RÉGIBEAU,
Jacques ROGISSART, Eric SMETS,
Marc SUTOR, René SWENNEN.

Sous le parrainage de

MM. Pierre BERTRAND,
sénateur honoraire,
Robert COLLIGNON,
ancien président du Parlement wallon,
Philippe DETROZ, professeur,
Albert SALON,
ancien ambassadeur de France
président du Forum francophone
international (FFI)
et de l'Avenir de la langue française,
Dr Jean-Pierre LEVECO, ancien député,
André PATRIS, directeur honoraire de la
Maison de la Francité,
Roger PINON,
professeur d'école normale e.r.,
Me René SWENNEN, écrivain et avocat
aux barreaux de Liège et de Paris.

Partisans du retour de la Wallonie à la France, faites de votre position convaincue une attitude convaincante!

Deux formules sont à votre disposition pour propager cette solution d'avenir:

* sur simple demande adressée au rédacteur en chef (coordonnées ci-contre), vous recevrez gratuitement d'anciens numéros de *Wallonie-France* (dans la limite des stocks encore disponibles).

* vous pouvez vous abonner à l'essai (ou offrir un abonnement à un proche, un ami pour quelques mois à titre de cadeau). Il vous suffit de remplir le bulletin de commande ci-dessous (à détacher, photocopier ou recopier)

Je soussigné:

rue n°

code postal. localité.

prie l'éditeur responsable de *Wallonie-France* de m'adresser un exemplaire de la revue bimestrielle ou de l'envoyer à la personne ci-dessous: .

Mme, Mlle, M.

rue n°

code postal. localité.

pendant 6 mois (3 numéros) à partir du mois de

Je verse la somme de faveur de 5 euros (3 numéros)
sur le compte bancaire n° 068-227198376 de *Wallonie-France*
à 4130 Tilff.

Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier (coordonnées ci-dessous).

Je désire (Je ne désire pas) que mon identité soit communiquée au destinataire de cet abonnement cadeau.

* Biffer les mentions inutiles.

Date: Signature:

Abonnement

	Belgique	France et Europe
simple	17,00 euros	19,50 euros
soutien:	22,00 euros	24,50 euros
étudiant, chômeur:	8,00 euros	10,50 euros

À verser au compte 068-2271983-76 de *Wallonie-France* à 4130 Tilff
Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier M. Jacques Bonnivert, 14, rue des Aubépines, B 4130 Tilff.